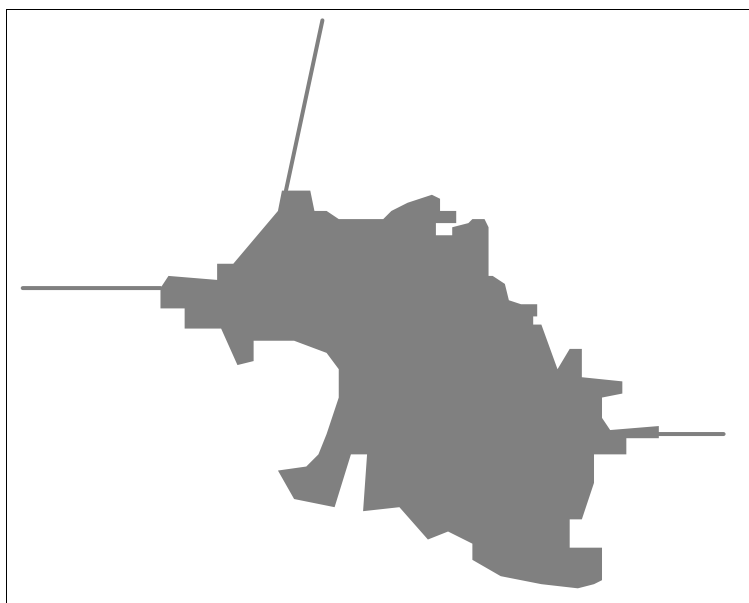


***Conseil des Elus du
Pays Basque***

***Euskal Herriko
Hautetsien Kontseilua***

Schéma d'Aménagement et de Développement du Pays Basque



Programmes opérationnels

*Document approuvé
par l'Assemblée générale du
Conseil des Elus du Pays Basque
le 22 mars 1997*

Avertissement

Ce dossier constitue le rapport final des travaux des commissions du Conseil des Elus chargées d'examiner:

- les enjeux proposés dans le schéma d'aménagement et de développement;*
- les programmes opérationnels issus des déclinaisons thématiques.*

Il reprend l'ensemble des commentaires et avis formulés lors de deux conseils d'administration tenus le 25 Janvier et le 08 Mars.

Trois observations préalables:

1- L'ensemble des opérations ci-dessous se répartissent en trois catégories:

- actions déjà engagées, inscrites budgétairement;*
- actions à engager, à inscrire budgétairement selon le calendrier proposé;*
- actions à initier, nécessitant des études préliminaires de faisabilité.*

Pour autant, les propositions formulées sont - dans leur quasi-totalité - susceptibles d'être inscrites dans des procédures existantes, qu'il s'agisse du Contrat de Plan Etat-Région et /ou des politiques initiées par l'Administration publique et les collectivités territoriales.

2- Le choix des opérations proposées résulte d'un arbitrage des commissions du Conseil de développement fondé sur trois critères discriminants:

- dimension technique: projets à caractère structurant pour le territoire;*
- dimension de fonctionnement: projets à caractère pérenne, c'est-à-dire répondant à une demande sociale;*
- dimension d'acteur: projets à caractère collectif, c'est-à-dire privilégiant la mise en réseau, la concertation et la collaboration d'acteurs.*

De cette grille d'analyse découle la totalité des projets soumis au Conseil des élus.

Il faut cependant observer que tous les sujets n'ayant pas été traités, des travaux complémentaires seront à engager ultérieurement afin de compléter le schéma d'aménagement et de développement.

3- Plus spécifiquement, chaque programme est présenté de façon identique:

- intitulé, et le cas échéant, description de la mesure;*
- objectif,*
- modalités d'application déterminant le mode opératoire,*
- début de programmation, l'essentiel des actions s'inscrivant dans la durée,*
- pilotes et partenaires, identifiés comme étant les acteurs principaux,*
- maquette financière, spécifiée lorsqu'elle est connue.*

Enfin, les dispositifs sectoriels de mise en oeuvre validés ont été insérés dans le chapitre correspondant, les autres supposant un nouvel examen par les élus.

Le dispositif général sera, quant à lui, traité dans le cadre de la mise en place globale du schéma d'aménagement et de développement.

Sommaire

Avertissement	p. 2
Commission 1 : Infrastructures et déplacements	p. 4
1 – Enjeux et validation	p. 4
2 – Les opérations par programme	p. 5
Programme 1 : Optimiser les réseaux ferroviaires	p. 5
Programme 2 : Moderniser et adapter les réseaux routiers	p. 6
Programme 3 : Promouvoir l'accessibilité	p. 7
Commission 2 : Formation et enseignement supérieur	p. 10
1 – Enjeux et validation	p. 10
2 – Les opérations par programme	p. 11
Programme 4 : Consolider l'existant	p. 11
Programme 5 : Définir les axes de développement	p. 12
Programme 6 : Insérer l'étudiant dans la ville	p. 13
Commission 3 : Aménagement culturel	p. 14
1 – Enjeux et validation	p. 14
2 – Les opérations par programme	p. 15
Programme 7 : Organiser et renforcer l'action patrimoniale sur tout le territoire	p. 15
Programme 8 : Mettre en place des outils d'action culturelle et de diffusion	p. 18
Programme 9 : Généraliser l'offre de lecture publique et organiser l'enseignement artistique et patrimonial	p. 19
Commission 4 : Aménagement linguistique	p. 21
1 – Enjeux et validation	p. 21
2 – Les opérations par programme	p. 22
Programme 10 : Promouvoir l'enseignement du et en basque	p. 22
Programme 11 : Recomposer le paysage linguistique	p. 24
Commission 5 : Habitat et vie quotidienne	p. 25
1 – Enjeux et validation	p. 25
2 – Les opérations par programme	p. 26
Programme 12 : Mettre en cohérence et développer une politique de l'habitat	p. 26
Programme 13 : Assurer une meilleure accessibilité aux services de la vie quotidienne	p. 27
Programme 14 : Garantir la couverture et l'accès aux moyens de communication	p. 29
Commission 6 : Développement économique	p. 31
1 – Enjeux et validation	p. 31
2 – Les opérations par programme	p. 33
Programme 15 : Consolider l'offre et conforter le tissu industriel	p. 33
Programme 16 : Structurer la fonction logistique du Pays Basque	p. 36
Programme 17 : Consolider le secteur agricole	p. 37
Programme 18 : Optimiser l'organisation touristique	p. 38
Programme 19 : Moderniser et promouvoir l'appareil santé	p. 39
Commission 7 : Environnement	p. 40
1 – Enjeux et validation	p. 40
2 – Les opérations par programme	p. 41
Programme 20 : Préserver la valeur patrimoniale du Pays Basque	p. 41
Programme 21 : Gérer l'eau comme une ressource rare	p. 41
Programme 22 : Mettre en place le plan Déchets	p. 42

COMMISSION 1 - INFRASTRUCTURES & DÉPLACEMENTS

Chef de file Conseil des Élus : Michel BEGUERIE (Maire de Cheraute)

Participants : Barthélemy AGUERRE (Conseiller Général), Charles CABROL (Maire de St Jean Pied de Port), Jacques COUMET (Vice-Président du Conseil Général -Maire d'Hasparren), Jean-Pierre DESTRADE (Conseiller Général), Armel DROUILHET (Maire d'Amendeuix-Oneix), Louis GENIN (Conseiller Général-Maire de Souraïde), Michel INCHAUSPE (Député - Conseiller Général), Pierre MENDIBOURE (Maire de St Pierre d'Irube), Marcel MONLONG (Conseiller Général -Maire de St Etienne de Baïgorry)

Chefs de file Conseil de Développement : Mike BRESSON (D.A.E.E.), Serge CASTAGNE (DDE)

1 - ENJEUX ET VALIDATIONS

1.1. Rappel des enjeux

Avec deux autoroutes ouvrant sur des échanges transeuropéens et interrégionaux, des équipements (port, aéroport, gare SNCF, Centre Européen de Fret) largement connectés sur les réseaux d'échanges externes, le Pays Basque dispose aujourd'hui d'un positionnement privilégié. Pourtant, comme l'ont montré les travaux de Pays Basque 2010, cette large ouverture s'accompagne de déséquilibres profonds: spécialisation de l'axe Nord/Sud sur le transit, difficultés pour les grands équipements logistiques à développer leurs capacités dans le jeu des concurrences qu'ils livrent avec d'autres villes, difficultés d'accès à la conurbation, permanence de l'enclavement de la Soule. Renforcer et développer la fonction carrefour invite ainsi à privilégier une nouvelle stratégie de développement. En ce sens, le Schéma d'Aménagement préconise de poursuivre une politique d'aménagement des déplacements et des infrastructures autour de 2 axes.

Le premier axe vise à **positionner le BAB comme le point nodal de connexion** des échanges du Pays Basque tant vers l'extérieur que vers l'intérieur, qu'il s'agisse de liaisons de proximité, régionales, interrégionales ou transeuropéennes.

Pour l'agglomération capitale, asseoir la fonction carrefour s'accompagne alors d'un double enjeu.

- d'une part, **consolider la place de l'agglomération sur l'Arc Atlantique.**

Le renforcement du rayonnement des grands équipements que sont le port, l'aéroport et le centre européen de fret est déterminant et le positionnement de Bayonne comme noeud ferroviaire et comme gare T.G.V. s'avère stratégique. De même, l'ouverture d'un axe transeuropéen vers Pampelune et la Navarre en complément de l'axe Bordeaux/Bilbao doit permettre de capter et d'induire des flux majeurs;

- d'autre part, **structurer les modes de liaison au sein de l'agglomération pour constituer la conurbation Bayonne/Saint-Sébastien.**

Le bouclage du contournement de l'agglomération (rocade Nord), la mise en place d'un équipement structurant l'organisation des déplacements urbains sur l'agglomération du littoral constituent ici des leviers majeurs.

Le deuxième axe porte sur le **maillage du territoire**. Il s'agit avant tout d'assurer une bonne accessibilité de tout le Pays Basque à l'agglomération. Par cette ambition, il s'agit moins de créer de nouveaux axes, que d'améliorer et requalifier le réseau existant:

- le désenclavement de la Soule est à promouvoir prioritairement.
- le projet de desserte des bourgs et son prolongement sur l'axe Nive/Nivelle participent également de la volonté d'assurer la cohésion des différents espaces du Pays Basque en renforçant les échanges au sein du Pays Basque intérieur, avec l'agglomération capitale et les régions environnantes.

1.2. Validation

Après examen et débat, **les enjeux définis dans le schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque dans le chapitre "Infrastructures & Déplacements" sont validés** par la commission du Conseil des Élus.

En complément, la Commission recommande:

- de coordonner les différents projets par une concertation entre les opérateurs,
- de prendre les mesures conservatoires pour anticiper les opportunités futures.

En tenant compte de ces recommandations, les fiches-programmes détaillées ci-dessous sont validées.

2- LES OPERATIONS PAR PROGRAMME

•Programme 1 - Optimiser les réseaux ferroviaires

Action 1.1: Confirmer Bayonne point d'appui T.G.V. et renforcer les lignes existantes

Objectifs :

- Elargir les études T.G.V. Atlantique Tours-Dax à Tours-Bayonne.
- Renforcer les équipements ferroviaires de l'agglomération bayonnaise.
- Maintenir la liaison Bayonne - St-Jean Pied de Port.

Modalités d'application:

- Principe acté d'un T.G.V. Bayonne/Bordeaux sans création de voie nouvelle
- Moderniser la gare de Bayonne
- Etudier les modalités de connexion avec la Communauté Autonome d'Euskadi

Début de programmation: 1997

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : Etat

Partenaires : SNCF - Collectivités territoriales

Action 1.2: Etudier la faisabilité d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP)

Objectifs: en s'appuyant sur le DVA de l'agglomération bayonnaise, procéder aux études complémentaires de manière à :

- déterminer les conditions de création d'un TCSP.
- proposer des scénarios de faisabilité et de financement.
- procéder à des estimations de mise en service, d'usage et de rentabilité.
- envisager les modes de connexion aux autres modes de transport (T.G.V., TOPO...).

Modalités d'application:

- Mettre en place une autorité coordinatrice et un comité technique d'étude:
 - fédérer les différents opérateurs publics ou privés concernés par le TCSP
 - préfigurer la maîtrise d'ouvrage du projet TCSP
 - engager les études préliminaires
- Etablir un moratoire foncier sur les emprises

SNCF de l'axe Bayonne/Hendaye susceptibles d'être délaissées pour ne pas risquer d'hypothéquer à terme la faisabilité du projet.

Début de programmation : 1997

Maquette financière: 2 MF pour les études préalables pour le TCSP et le Plan de Déplacement Urbain

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : District- Etat- SNCF- Conseil Régional- Conseil Général - collectivités

Action 1.3: Etudier la faisabilité du dédoublement du réseau de Bayonne à Puyoo

Objectifs :

- Dédoublement la ligne pour augmenter le trafic, quantitativement (nombre de trains circulant,...) mais aussi qualitativement (rapidité, sécurité, fréquence...).
- Favoriser le développement des relations Est/Ouest qui présentent aujourd'hui le plus de carences en terme de trains circulant ou de fréquence des dessertes.
- Se positionner sur un axe commercial en formation entre les régions de l'Ouest de la péninsule ibérique (Espagne, Portugal) et celles du Sud de la France, du Nord de l'Italie et du Nord - Est de l'Europe.
- Renforcer la position de carrefour de l'agglomération bayonnaise.

Modalités d'application:

- Saisine de la SNCF
- Réalisation d'une étude de potentiel sur l'axe Bayonne-Toulouse

Début de programmation: mesure à inscrire dans les contrats de Plan Etat/SNCF

Maquette financière: à définir

Pilote de la mesure: Etat

Partenaire: SNCF

•Programme 2 - Moderniser et adapter les réseaux routiers

Action 2.1: Réaliser une liaison nouvelle Port/RN10/A63/RN117/A64

Objectifs :

- Assurer une meilleure connexion aux autres axes existants (A63, R.N. 10, R.N. 117 et A64) afin de supporter le trafic routier lié à l'activité de la zone portuaire
- Soutenir le développement de l'activité logistique sur l'hinterland du Port et la vocation de tête de pont commercial de la zone du Banc St Bernard.

Modalités d'application:

- Assurer la maîtrise foncière sur les sites de Beau-Vallon et Moulin de Pey
- Etude du tracé et procédure administrative - 97/98
- Réalisation de l'axe : 98/2000 à inscrire dans le XII^e Contrat de Plan Etat-Région, avec une première tranche pour la connexion A63 / R.N. 10 / RN117, et une seconde tranche pour la connexion à l'A64

Début de programmation : 1998

Maquette financière : estimation du coût total : 100 à 160 millions de francs pour la première tranche, 100 millions pour la seconde tranche

Pilote de la mesure : C.C.I.

Partenaires :

- District BAB - Etat - Conseil Général (64 et 40) - Collectivité territoriales - ASF

Action 2.2: Mettre l'A63 en 2 x 3 voies

Description de la mesure:

- La mesure consiste à faire passer l'A63 entre Bayonne et Hendaye à 2 x 3 voies, avec comme priorité le tronçon Bayonne Nord/Biarritz la Négresse et le doublement du pont Touya .

Objectifs :

- Répondre aux besoins d'un trafic en progression constante et aux exigences de confort et de sécurité des usagers de la route

- Favoriser et faciliter la desserte du littoral .
- Faciliter les déplacements internes à l'agglomération.

Modalités d'application :

- Étude du projet - 98/2000
- Travaux - 2000/2004
- Second tronçon Biarritz/Hendaye - 2004/2015

Début de programmation : 1998

Maquette financière : estimation ASF : 1,2 MF à inscrire au XII^e Contrat de Plan État-Région

Pilote de la mesure: A.S.F.

Partenaires: Conseil général, Conseil régional, Collectivités, Etat

Action 2.3: Etudier les conditions de liaison avec la Navarre

Objectifs :

- Inciter les différents acteurs à étudier les conditions de réalisation d'un axe avec la Navarre.
- Étudier les variantes y compris en alternative au doublement de l'A63.

Modalités d'application:

- Constituer un groupe de travail interne Pays basque
- Constituer un groupe de travail commun Navarre - Pays Basque
- Lancer les études préliminaires
- Mettre en place - si nécessaire- une procédure de préservation des terrains concernés.

Début de programmation: à définir (selon DOT du Gouvernement de Navarre)

Maquette financière : études estimées à 0,3 MF

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : Etat - Conseil Général et collectivités territoriales - Gouvernement Navarre

Action 2.4: Réaliser un demi-échangeur autoroutier pour connecter la Soule à l'A64 en complément de l'échangeur de Salies.

Description de la mesure : Il s'agit de faciliter le raccordement de l'axe Peyrehorade-Oloron-Haut Béarn avec l'axe Bayonne/Pau par la réalisation d'un demi -échangeur autoroutier au droit de l'intersection de l'autoroute A64 et de la départementale D28 à St Pé de Leren.

Objectifs :

- Offrir à la Soule une liaison rapide aux deux grands pôles départementaux (Bayonne et Pau)
- Désenclaver la deuxième composante du territoire Pays Basque, notamment la zone d'Hasparren.
- Structurer et hiérarchiser le réseau routier de la zone intérieure en offrant une autre voie pénétrante Nord/Sud

Modalités d'application:

- Construction d'un demi-échangeur
- Mise en place d'un péage automatique à cartes

Début de programmation: ouverture des négociations pour 1998

Maquette financière : estimation de 2 à 3 MF

Pilote de la mesure : ASF

Partenaires: Collectivités territoriales, Conseil général

Action 2.5: Compléter le demi-échangeur autoroutier de Peyrehorade

Objectifs :

- Compléter les connexions avec la deuxième

• Programme 3 - Promouvoir l'accessibilité

Action 3.1: Etudier des conditions de gratuité du contournement autoroutier du BAB

Description de la mesure : étendre la gratuité des échangeurs autoroutiers à l'ensemble des échangeurs desservant l'agglomération bayonnaise.

Objectifs :

- Obtenir la gratuité de l'échangeur de Maignon
- Confirmer le rôle de rocade sud du tronçon

composante du territoire Pays Basque.

- Offrir à la Soule une seconde liaison rapide vers Bayonne et Bordeaux.

Modalités d'application:

- Étudier les différentes options
- Construction d'un demi-échangeur

Début de programmation : à définir

Maquette financière : estimée à 27 MF

Pilote de la mesure : ASF

Partenaires: Conseil général, collectivités territoriales

Action 2.6: Connecter l'A63 et l'A64

Description de la mesure : Prolonger la Bretelle Autoroutière de Raccordement Ouest de Peyrehorade en direction de St Geours de Marenne

Objectifs :

- Compléter les connexions autoroutières A63-A64
- Offrir à la partie centrale du département une liaison rapide vers les capitales régionales Bordeaux et Toulouse.

Modalités d'application:

- Saisine officielle de la Direction des Routes et des ASF
- Construction d'une voie de 18 Km à péage sur le département des Landes.

Début de programmation: à définir

Maquette financière: à définir

Pilote de la mesure: ASF

Partenaires: Collectivités territoriales, Conseil général 40, Conseil général 64

Bayonne nord - Biarritz.

Modalités d'application: saisine des ASF pour obtenir la gratuité de cette portion.

Début de programmation: à définir

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: A.S.F - Collectivités territoriales

Action 3.2: Préserver l'accessibilité du noeud routier d'Ametsondo

Description de la mesure: étudier simultanément les connexions autoroutières et l'entrée à l'agglomération.

Objectifs :

- Établir la connexion A63 - A64 répondant à toutes les exigences (rapidité, sécurité, respect de l'environnement).
- Assurer une meilleure accessibilité pour la zone d'activité du CEF et des zones d'activités de Bayonne/Est.
- Créer une perspective urbaine au site d'Ametsondo, "porte d'entrée Est" de l'agglomération et du territoire basque.

Modalités d'application:

- Identifier une maîtrise d'ouvrage pour le Projet d'Intérêt Général (PIG)
- Réaliser une étude urbaine sur ce site
- Combiner étude urbaine et Projet d'Intérêt Général (PIG)

Début de programmation : 1997

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : État

Partenaires : A.S.F - Collectivités Territoriales

Action 3.3: Requalifier de la liaison routière Tardets/Mauléon/St Palais/Hasparren.

Description de la mesure : réaliser les travaux de renforcement, d'élargissement ou de création de voies nouvelles (50% du parcours) sur le tronçon Tardets/Mauléon/St Palais/Hasparren

Objectifs :

- Favoriser le désenclavement de la Soule.
- Structurer la troisième composante en la dotant d'un axe lourd.
- Relier les principaux centre-bourgs de la zone intérieure pour faciliter la création d'une dynamique de développement sur ce territoire.

Modalités d'application:

- Première tranche: tronçon Tardets/Mauléon/St Palais
- Seconde tranche: St-Palais/ Hasparren avec extension jusqu'à Briscous et raccordement à l'A64.

Début de programmation :

- Tranche 1: 1997
- Tranche 2 : à définir

Maquette financière:

- Tranche 1: Tardets/Mauléon/St Palais peut être estimé à 30
- Tranche 2: St-Palais à Hasparren estimé entre 120 et 170 MF (selon options retenues).
- Projet à inscrire au XII^e contrat de Plan État/Région

Pilote de la mesure : Conseil Général

Partenaires : collectivités territoriales

Action 3.4: Requalifier la liaison routière Mauléon/St Jean Pied de Port.

Objectifs: offrir une dorsale reliant les deux principaux axes pénétrant du Pays Basque (Bayonne/St-Jean Pied de Port et Mauléon/St-Palais/ Bidache/Bayonne)

Début de programmation: à définir

Maquette financière: à définir

Pilote de la mesure: Conseil Général

Partenaires: collectivités territoriales

Action 3.5: Etudier les conditions de renforcement de l'axe Nive-Nivelle.

Description de la mesure: accélérer le renforcement de l'axe Ascain/ St Pée sur Nivelle/Espelette/Cambo, et faire de cet axe un élément structurant du maillage routier du Pays Basque.

Objectifs :

- Renforcer l'axe Cambo/Espelette/St Pée/ Ascain/ St Jean de Luz en privilégiant les solutions d'amélioration de l'existant.
- Créer un lien fort entre les deux vallées.
- Accompagner la création d'un réseau complet, structuré et hiérarchisé.

Modalités d'application:

- Procéder à un inventaire complet du potentiel du réseau actuel.
- Etudier la faisabilité des échanges entre cet axe et l'A63, ainsi que celle d'une liaison nouvelle entre la D932 à Ustaritz et la D918 à Souraïde (dans la perspective d'un axe Bayonne/Pampelune).

Début de programmation:

- de 5 à 10 ans si réseau en voies classiques.
- de 10 à 15 ans si réseau avec voies de niveau supérieur.

Maquette financière: de 30 à 100 MF selon le scénario retenu.

Pilote de la mesure : Etat (si axe Bayonne/ Pampelune se concrétise) -Conseil Général (dans le cas contraire)

Partenaires : collectivités territoriales

Action 3.6: Réaliser les études de contournement ou de renforcement des réseaux existants dans les bourgs centres

Objectifs :

- Améliorer les conditions de sécurité.
- Diminuer les nuisances dues au trafic routier à l'intérieur des bourgs.
- Structurer un réseau routier permettant l'accessibilité et la desserte de l'ensemble des bourgs-centres
- Concilier réalisation d'un réseau global, besoins de desserte des bourgs et conditions de vie des

populations.

Modalités d'application:

- Clôturer les études déjà programmées: St-Palais, St-Jean le Vieux, St-Pée sur Nivelle, Espelette, Ainhoa
- Préparer les prochaines études: Bidache, Ustaritz, Cambo, St Jean Pied de Port, Hasparren, Arraute Charritte

Début de programmation :

- phase 1: 1997-1998
- phase 2: 1999-2000

Maquette financière : de 3 à 5 MF selon le nombre de communes retenues, sachant qu'une étude revient à 0,5/1 MF (pré-étude, DAP, dossier de projet)

Pilote de la mesure : Conseil Général

Partenaires : Collectivités locales

Action 3.7: Déclasser certaines voies à grande circulation

Objectif: favoriser le maintien de zones constructibles en bord de voies ayant perdu leur caractère de voies à grande circulation.

Modalités d'application:

- Procéder à l'inventaire des voies nécessitant un déclasserement
- Obtenir de la part de l'Etat la rétrocession de ces voies dans le champ de compétences du Conseil Général

Début de programmation : 1997 dans le cadre de la programmation départementale

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : Conseil général

Partenaires : Etat - Collectivités

Action 3.8: Réaliser ou réactualiser le schéma directeur de voiries structurantes

Description de la mesure: élaborer un document cadre qui définisse des objectifs globaux en matière de déplacement et d'accessibilité et qui coordonne les actions des différents opérateurs concernés.

Objectifs :

- Instaurer une plus grande coordination entre les différents opérateurs ayant en charge la gestion du réseau routier.
- Produire un schéma directeur de voiries englobant voies départementales, nationales, communales, districales, autoroutières et éventuellement TCSP, à l'échelle du Pays Basque dans son ensemble.

Modalités d'application:

- réunions de coordination entre les différents services concernés
- élaboration conjointe de simulations techniques et cartographiques

Début de programmation :

- Production du Schéma directeur de voiries dès 1997
- Sont en cours ou déjà réalisés : document de Voiries d'Agglomération (Etat), X° Plan routier départemental (Conseil Général), programme d'accompagnement routier (Conseil Général)

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : DDE -Conseil Général

COMMISSION 2 - FORMATION & ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Chef de file Conseil des élus: BRISSON Max (Conseiller régional)

Participants : DARRITCHON Léopold (Conseiller général), JACQUE François (Maire de Boucau), LAMASSOURE Alain (Président du District), PERY Nicole (Député européen)

Chef de file Conseil de développement: MORTALENA Jean-Baptiste (Lycée Cantau)

1 - ENJEUX ET VALIDATIONS

1.1. Rappel des enjeux

Le Pays Basque n'est exempt, ni d'enseignements secondaires, ni d'enseignements supérieurs. Mais ces formations ne parviennent pas aujourd'hui à franchir le seuil de visibilité qui garantirait un développement régulier, à hauteur des enjeux du schéma d'aménagement. La démarche proposée dans ce cadre articule deux approches: un renforcement et une mise en lumière de l'existant d'une part, l'amorce d'un projet de développement autour de quelques caractéristiques identifiables d'autre part.

• Consolider l'existant

L'Enseignement Secondaire et l'Enseignement Supérieur du Pays Basque se caractérisent par une grande dispersion, thématique, géographie et de statut.

Au plan thématique, les champs couverts par l'enseignement secondaire et supérieur sont nombreux mais les thèmes proposés, notamment dans l'enseignement supérieur, résultent de logiques de "stratification" qui ont conduit à un certain saupoudrage des formations, sans qu'émerge véritablement de logique de filière. Cette carence est sensible s'agissant des formations de troisième cycle, ce qui ne permet ni de poursuivre un cycle complet au sein des établissements d'enseignement supérieur du Pays Basque ni, sauf exception notable, de rendre ceux-ci véritablement attractifs pour des étudiants ayant accompli leur premier ou deuxième cycle à l'extérieur du Pays Basque.

Géographiquement, l'enseignement secondaire est le fait de lycées dont certains, situés dans le Pays Basque intérieur, se trouvent relativement coupés d'un environnement favorable à la vie scolaire. L'enseignement supérieur, situé majoritairement dans l'agglomération du BAB se trouve éclaté en trois, voire quatre sites, ce qui risque, à terme, de conduire à une dispersion des efforts, autant des

établissements eux-mêmes que des collectivités territoriales.

Enfin, l'enseignement supérieur dans le Pays Basque se trouve éclaté entre des établissements de statuts diversifiés: antennes (faculté pluridisciplinaire, IUT, UFR scientifique et technique) de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, Institut du Logiciel et des Systèmes dépendant de la chambre de commerce, Internat de Médecine, Ecole d'Infirmière...

Sans chercher à réduire cette diversité, il convient de tracer la voie à sa consolidation en dotant l'enseignement secondaire et supérieur des outils leur permettant de mieux se coordonner, afin de constituer la base d'un développement à venir. L'occasion en est notamment fournie par le Plan de développement quadriennal de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, sur lequel le schéma d'aménagement du Pays Basque préconise de s'appuyer, en lui apportant le soutien nécessaire à sa réalisation.

• Définir des axes de développement

Le schéma d'aménagement du Pays Basque préconise trois grands axes de développement:

- mieux identifier l'enseignement supérieur du Pays Basque à l'échelle interrégionale (Aquitaine, Midi-Pyrénées) et internationale (notamment avec l'Espagne). Il s'agira d'étudier le positionnement stratégique des formations proposées dans le Pays Basque à l'échelle eurorégionale.
- mieux articuler formation professionnelle et enseignement supérieur d'une part et développement économique d'autre part. Il s'agira à la fois de mieux identifier les spécificités de l'enseignement technique et professionnel et de multiplier les passerelles entre enseignement supérieur et économie locale, sans pour autant indexer celui-là sur celle-ci.

- offrir la possibilité de parcours de formation diversifiés et aboutis au sein du Pays Basque: au travers d'un plan de développement de l'enseignement et d'accompagnement à la vie étudiante, on cherchera à définir quelques filières permettant de faire le lien entre enseignement secondaire et enseignement supérieur; à établir des passerelles entre les différentes formations supérieures proposées; à enrichir les cursus par des apports, aux côtés de la dominante, appuyés sur les ressources des autres formations.

• Insérer l'étudiant dans la ville

Sur la zone littorale, l'éclatement des sites d'enseignement supérieur, leur relatif éloignement des centre-villes représentent autant de difficultés pour l'intégration des étudiants à la vie de la cité. De même, les bourgs-centres accueillant des étudiants post-bac doivent mettre en oeuvre des politiques d'accueil en terme d'habitat, de services, de loisirs, de transport pour garantir le rayonnement des formations.

1.2. Validation

Après examen et débat, **les enjeux définis dans le Schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque dans le chapitre Formation et**

enseignement supérieur sont validés par la commission du Conseil des Élus.

En complément, la Commission affirme que:

- Le dossier le plus urgent est le dossier de l'Université, avec en particulier le suivi de l'exécution du plan UPPA et la nécessité d'une étude de développement de l'enseignement supérieur. L'entrevue avec M. Laugénie ayant permis d'en définir les contours, les principaux aspects du cahier des charges et la composition du comité technique de suivi, le Conseil de développement, en collaboration avec le district BAB, lance sa réalisation dès avril 1997 (Cf. Action 251).

- La consolidation des lycées doit aussi concerner les établissements du littoral; par ailleurs, il est rappelé que la "spécialisation" des lycées ne concerne que les établissements assurant des formations professionnelles et technologiques (Cf. Action 242)

En tenant compte de ces recommandations, l'ensemble des fiches-programmes est validé (voir le détail des opérations ci-dessous).

2- LES OPERATIONS PAR PROGRAMME

• Programme 4 - Consolider l'existant

Action 4.1: Accélérer la mise en place du plan UPPA

Objectifs :

- Assurer la mise en place du plan dans les échéances prévues au départ
- Préparer le futur plan de développement de l'Université

Modalités d'application:

Action 4.2: Etudier le positionnement stratégique des formations professionnelles et technologiques délivrées par les lycées, autour de spécialisations

Description de la mesure: mesurer les potentialités de développement d'offre de formation spécialisée par rapport à l'offre disponible au plan inter-régional et aux besoins du tissu économique local.

Objectifs:

- Faire un état des avancements du plan à la fin de chaque année
- Etudier les modalités d'accélération de la mise en place du plan

Début de programmation: 1997-1998

Maquette financière: définie dans le plan UPPA

Pilote de la mesure: UPPA

Partenaires: District BAB, Conseil Régional

- Accentuer la spécialisation des formations professionnelles et techniques délivrées par les lycées de l'intérieur, afin de renforcer la cohérence et l'efficacité des filières de formation à partir des compétences et des savoir-faires locaux, en vue de créer des pôles de compétences au plan local.

- Élargir le bassin de recrutement pour accentuer le rayonnement des établissements.

- Conforter, renforcer l'existant sur la côte, notamment les classes préparatoires.

Modalités d'application:

- Recenser toutes les disciplines de spécialisation et

mesurer leur rayonnement et leur évolution.

- Rechercher les opportunités de développement et étudier la faisabilité de leur implantation.
- Viser sur un plan à 5 ans (1998-2004) la création et/ou consolidation de 8 formations Bac+2 sur l'ensemble des établissements

Début de programmation:

- Etude à réaliser en 1997
- Ouvertures / consolidation de BTS: à partir de

1998

Maquette financière (hors personnel):

- Etude: 0,1 MF
- Mise en place de 8 sections BTS (estimation): 10MF

Pilote de la mesure: Conseil Régional

Partenaires: Education nationale, établissements

• Programme 5 - Définir les axes de développement

Action 5.1: Mettre en place un plan de développement des formations supérieures

Description de la mesure: réaliser une étude de développement universitaire: filières, partenariats, niveaux autour de cinq principes: rééquilibrage et renforcement/ complémentarité/ dimension nationale et internationale / lien formation - recherche / lien formation - insertion - emploi.

Objectifs:

- Développer le campus du BAB: en nombre d'enseignements dispensés, en niveau de formation, en nombre d'étudiants, en nombre de postes.
- Etudier les contours et le contenu d'une filière technologique.
- Préparer le futur plan de développement de l'Université 1998-2002

Modalités d'application:

- Constitution d'un comité de suivi de l'étude
- Réalisation de l'étude dès 1997

Début de programmation:

- Etude réalisée en 1997
- Ouverture du plan: 1998

Maquette financière :

- Etude: estimation 500 KF
- Plan de développement (estimations sommaires):
 - 1 - UFR Scientifique: 250 MF
 - 2 - UFR Pluridisciplinaire: 150 MF

Pilotes de la mesure: District BAB, Conseil de développement

Partenaires: UPPA, Conseil Régional, Conseil Général

Action 5.2: Développer un "contrat de qualité"

Description de la mesure: le principe du contrat de "qualité - formation" serait axé sur le critère de liaison insertion -emploi -formation.

Objectifs:

- Assurer la pérennité des formations en favorisant la meilleure adéquation des enseignements face aux attentes des professionnels.
- Mobiliser les établissements sur le devenir des élèves et sur la demande économique locale.
- Inciter les entreprises locales, les socioprofessionnels à intervenir sur les enseignements.

Modalités d'application:

- Créer un observatoire intégré à l'établissement, chargé du suivi et des débouchés des filières: 1/2 poste et du matériel informatique
- Mettre en oeuvre des dispositifs financiers d'incitation à la signature par l'ensemble des partenaires (établissements scolaires et universitaires, entreprises...)
- S'inscrire dans le dispositif « Emploi des jeunes » avec les mesures déconcentrées.

Début de programmation: 1997-1998

Maquette financière: pour la création de l'observatoire :

- Outil informatique: 20 KF par établissement, soit 200 KF au total;
- 1 personne à mi-temps: 80 KF/établissement/an

Pilote de la mesure: OREP

Partenaires: Rectorat, Conseil Régional, Collectivités territoriales, DDTE, ANPE.

• Programme 6 - Insérer l'étudiant dans la ville

Action 6.1: Réaliser les équipements périphériques à la vie étudiante et faciliter l'insertion du campus à la ville

Objectif: accompagner le plan de développement des formations en mettant en place dans le même temps les équipements périphériques

Modalités d'application:

- réaliser une étude de programmation urbaine à échéance 10 ans spécifiant les besoins en équipements et leur localisation.

- prévoir des équipements en logements, services, transports, commerces, loisirs, médecine préventive...

Début de programmation:

Étude réalisée en 1997

Maquette financière: 250 Kf pour l'étude

Pilote de la mesure: district BAB

Partenaires: UPPA, collectivités, opérateurs privés.

COMMISSION 3 - AMENAGEMENT CULTUREL

Chef de file Conseil des élus: Rafaël LASSALLETTE (Conseiller général - Maire d'Hendaye)

Participants au groupe de travail: ABEBERRY Jakes (Adjoint au Maire de Biarritz), BARNETCHE Jean-Michel (Conseiller général), CESAT François (Maire de Louhossoa), SOUBELET Bernard (Adjoint au Maire de St Jean de Luz), TOURATON Maurice (Conseiller régional), UNHASSOBISCAY Jean (Maire de Behorleguy)

Chef de file Conseil de développement: HEGUY Txomin (EKE)

1- ENJEUX ET VALIDATIONS

2.1. Rappel des enjeux

Les années 90 sont marquées en Pays Basque par deux tendances majeures: l'affirmation de l'expression culturelle basque dans le paysage culturel du Pays Basque et la prise en compte du fait culturel comme facteur clé du développement. Cela s'est notamment traduit par la constitution d'un Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque (regroupant la presque totalité des communes du Pays Basque), et la mise en place de trois opérateurs culturels: l'Institut Culturel Basque, la Scène Nationale de Bayonne et du Sud Aquitain et Biarritz Culture.

Ces deux tendances ont permis à l'action culturelle et à la culture d'expression basque de trouver une place dans la dynamique territoriale du Pays Basque. Cependant, des déséquilibres subsistent, que le schéma d'aménagement culturel se propose de résorber en proposant trois axes d'actions:

- **rééquilibrer l'effort entre expressions culturelles basques et non basques** sur tous les registres de l'action culturelle. Il ne peut y avoir de politique culturelle en Pays Basque sans tenir compte des enjeux fondamentaux liés à la culture identitaire, en particulier dans sa capacité à construire l'image du Pays Basque. Cela implique la mobilisation de ressources spécifiquement dédiées à la culture d'expression basque, alors qu'elles ne représentent actuellement que 15% des budgets globaux affectés à la culture en Pays Basque;

- **rendre accessible l'offre culturelle** en terme de création, de diffusion et de formation sur l'ensemble du Pays Basque, pour construire une solidarité et une réciprocité effective entre les

différents territoires, autour de deux principes directeurs:

- promouvoir la mise en réseau des équipements et

structures en charge de l'action culturelle;

- affirmer des priorités en terme de contenu des actions et de stratégies territoriales;

- **assurer le rayonnement culturel du Pays Basque:** il s'agit d'une part de permettre une diffusion plus large de l'offre culturelle proposée en Pays Basque et d'autre part, de favoriser l'échange et la confrontation, sources d'enrichissement mutuel, entre cultures extérieures et culture basque. Deux axes d'action sont proposés:

- compléter et initier des équipements culturels de rayonnement national et international sur les thèmes de la muséographie, de la danse, de l'archéologie et de l'éducation au patrimoine, et positionner ces équipements comme "tutelles de référence" pour l'ensemble des équipements culturels à rayonnement local;

- articuler action culturelle et politique touristique.

2.2. Validation

Après examen et débat, les enjeux définis dans le **Schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque dans le chapitre Aménagement culturel** sont validés par la commission du Conseil des élus.

Pour ce qui concerne les fiches programmes, plusieurs recommandations complémentaires ont été formulées:

- sur l'ensemble des fiches-programmes:

- les propositions faites ne sont ni à minima ni à maxima, mais sont considérées comme structurantes pour le territoire;

- les acteurs de terrain se sont mis d'accord, et doivent ici aussi servir de support à la mise en place du Schéma;

- les mesures proposées conduisent à un renforcement du professionnalisme: cela implique que les moyens doivent suivre en accompagnement; le Conseil général à ici une responsabilité entière et doit procéder à un saut qualitatif;

- sur la question de la culture gasconne (Cf. Action 376):
- le Schéma n'a pu inclure la dimension culturelle spécifique gasconne/occitane faute d'une participation effective aux travaux préparatoires d'acteurs locaux porteurs de cette thématique;
- conscient cependant de l'importance de cet enjeu culturel, il est souhaitable que puisse se mettre en place à l'initiative des acteurs et organismes

concernés une démarche participative propre pouvant à terme déboucher sur un programme particulier.

En tenant compte de ces recommandations, l'ensemble des fiches programmes est validé (voir le détail des opérations ci-dessous).

2- LES OPERATIONS PAR PROGRAMME

- Programme 7 - Organiser et renforcer l'action patrimoniale sur tout le territoire

Action 7.1: Réexaminer le statut et renforcer la mission du Musée Basque

Description de la mesure:

- Dans la perspective d'une mise en réseau des structures chargées du patrimoine basque, permettre au Musée Basque d'assurer une fonction de tête de réseau sur l'ensemble du territoire.

Objectifs :

- En terme de conservation et de diffusion, faire du Musée Basque un carrefour autour duquel se structureront des "antennes" dans le reste du territoire basque, chacune de ces antennes traitant d'un thème spécifique à sa réalité environnante.
- En terme d'éducation au patrimoine:
 - devenir un partenaire essentiel du Centre Permanent d'Education au Patrimoine (Irissarry);
 - renforcer les programmes éducatifs actuellement organisés pour pouvoir répondre à la demande exprimée.
- En terme de recherche:
 - affirmer la dimension de recherche du Musée pour ce qui est de la dimension patrimoniale et culturelle basque et rapprocher le Musée et l'université sur cette démarche de recherche;
 - affirmer le rôle du Bulletin du Musée Basque comme support majeur de la vulgarisation du patrimoine basque, et l'envisager en terme de complémentarité avec la revue scientifique de l'Université.

Modalités d'application:

- Passer d'un statut municipal à un statut prenant en compte l'objet du Musée qui dépasse largement le cadre de la ville.
- Créer un poste d'adjoint au conservateur du Musée ayant pour mission d'assurer la tutelle scientifique et technique ainsi que la complémentarité des sites décentralisés.
- Créer un demi poste de responsable pour le service Argitu du Musée Basque et un demi-poste pour le service Educ'actif de la CCI (évolution du demi-poste actuel reparté sur les deux services en poste à temps plein).
- Mobiliser des moyens pour la recherche entre le

Musée Basque et l'Université, par l'établissement de programmes concertés (ex: Comité scientifique conjoint entre le bulletin du Musée Basque et la revue de l'Université Lapurdum) et l'attribution de bourses de recherche.

Début de la programmation: 1997 (septembre pour les postes de service éducatif)

Pilote de la mesure: ville de Bayonne

Partenaires: Musée Basque, district BAB, Etat (Ministère de l'Education Nationale et DRAC), Conseil Général, CCI, Université.

Maquette financière:

- 1 poste d'attaché de conservation: 0,25 MF/an
- Demi poste service éducatif: 0,2 MF/an
- Programmes de recherche (Université/ Musée Basque): 0,2 MF/an Total: 0,65 MF/an

Action 7.2: Etudier la faisabilité d'un Conservatoire du patrimoine maritime

Description de la mesure: étudier la faisabilité d'un espace muséographique dédié au patrimoine et à la tradition maritime de la zone du littoral allant de Hendaye à Bayonne, dénommé «Conservatoire».

Objectif: sauvegarder et mettre en valeur un potentiel réel lié à l'histoire et à la culture maritime locales (explorations, circumnavigation, développement des techniques de pêche, originalité de la construction navale...), alors qu'il existe un risque de disparition de nombreuses pièces et de dégradation rapide des navires entreposés à terre.

Modalités d'application:

- Engager une étude:
 - positionnant le produit conservatoire: par rapport à l'existant au niveau local (image et potentialité de l'histoire maritime, permanence de l'héritage aujourd'hui, potentiel scientifique, autre animations existantes...) et par rapport à des produits comparables (en France et sur le littoral Cantabrique); étude marketing;
 - définissant la structure du projet: contenu, organisation, fonctionnement et localisation en complémentarité avec les équipements existants

(Musée de la Mer à Biarritz, Musée Naval de Donostia).

- Valider et suivre l'étude par la mise en place d'un comité de pilotage.

Début de programmation: 1997

Pilote de la mesure: Association de préfiguration pour la création d'un Conservatoire du Patrimoine Maritime (communes du littoral).

Partenaires: DRAC, Conseil général, Conseil régional, association Itsas Begia

Maquette financière: 0,5 MF

Action 7.3: Mettre en oeuvre le plan global de valorisation des chemins de St Jacques de Compostelle

Objectifs:

- Faire de la confluence une destination du tourisme culturel en mettant en valeur des sites clefs, organisés en réseau autour du site pivot d'Ostabat (qui accueillera lui-même un dispositif d'interprétation et d'évocation).
- Faire de ce territoire un haut lieu d'animation de l'arrière pays, par une politique transfrontalière d'animations annuelles d'envergure, sur le thème de la rencontre de mondes contrastés.
- Garantir la pérennité du chemin et assurer un accueil au pèlerin dans la dignité par l'ouverture et l'entretien des chemins, ainsi que par la mise en place d'un dispositif d'accueil de qualité.

Modalités d'application:

- Montée en puissance progressive pour atteindre 80000 visiteurs sur tout le réseau des sites d'ici 5 ans.
- Pour réussir l'intégration de la dimension culturelle et de la dimension touristique, opérer dans l'esprit d'un programme de développement local concernant la plus grande partie du Pays Basque intérieur (dans le respect de l'esprit du pèlerinage).
- Mettre en place une équipe professionnelle composé d'un directeur (temps complet), un animateur (temps partagé avec Irissarry), un administratif (temps partagé avec Irissarry).

Début de programmation: 1997

Echéance: implanter la majeure partie du dispositif pour l'année jubilaire de St Jacques en 1999

Pilote de la mesure: Conseil régional

Partenaires:

- de l'élaboration: association Ulteia 99
- de l'investissement et du fonctionnement du réseau: structure d'économie mixte à créer sur le site d'évocation/ redistribution
- de l'investissement sur chaque autre site: commune ou intercommunalité

Maquette financière:

- Investissement: 38 MF sur 5 ans (70% de subventions)
- Fonctionnement: 0,7 MF/an (à terme (au bout de

3 ans): autofinancement: 40% et subventions: 60%)

Action 7.4: Créer un Centre Permanent d'Education au Patrimoine basque (projet déposé Irissarry, réaménagement de la Commanderie Ospitalia)

Objectif:

- Créer un outil de référence ayant fonction de tête de réseau pour les actions d'éducation au patrimoine
- Etre le complément du Musée Basque pour ce qui est d'assurer la dimension d'éducation et de vulgarisation patrimoniale.

Modalités d'application:

- Créer un outil permanent d'éducation au patrimoine, sous contrôle scientifique (en liaison avec le Ministère de la Culture et le Musée Basque) et pédagogique (en liaison avec le Ministère de l'Education Nationale), prenant appui sur les diverses ressources locales.
- Le contenu des offres culturelles, validées par un conseil scientifique et pédagogique, portera sur le patrimoine historique, ethnologique, archéologique, architectural et environnemental du Pays Basque intérieur en priorité, mais aussi des Pyrénées Occidentales.
- Le conseil définira des modules de stage pouvant s'adresser aux différents publics concernés, selon des formules variables dans les thématiques, la forme et la durée.
- Mettre en place une équipe professionnelle: un directeur (temps complet), un animateur (temps partagé avec Ostabat), un administratif (temps partagé avec Ostabat), deux employés (entretien, accueil, cuisine).

Début de la programmation: 1998

Pilote de la mesure: Conseil Général

Maquette financière:

- Investissement: 10 MF
- Fonctionnement: 1,5 MF/an (à terme (au bout de 3 ans): autofinancement: 75%, subventions: 25%)

Action 375: Créer un dépôt archéologique du Pays Basque (projet déposé à Hasparren)

Objectif:

- Faire du dépôt-sas d'Hasparren un lieu de recherche international (en lien étroit avec l'Université et les associations), de conservation et de valorisation du patrimoine archéologique basque.

Modalités d'application

- Traiter les collections issues du Pays Basque (aujourd'hui traitées à Pessac) à Hasparren.
- Mettre en place une tutelle scientifique sur toutes les collections du Pays Basque (sans pour autant concentrer toutes les collections archéologiques à Hasparren).

- Travailler en relation avec le Centre Permanent d'Education au Patrimoine d'Irissarry pour ce qui est de la vulgarisation archéologique.

- Constitution d'une équipe professionnelle:

- 1 directeur à temps plein

- 1 administratif à temps plein (secrétariat, accueil...)

Début de la programmation: 1997: faire évoluer le poste de mi-temps à temps plein

Pilote de la mesure: Communauté des Communes

Partenaires: Conseil général, Etat, ville d'Hasparren

Maquette financière:

- Investissement: 2MF

- Fonctionnement: 0,6 MF/an (autofinancement: 10%; subventions: 90%)

Action 376: Créer un outil de promotion et de valorisation du patrimoine et de la culture gasconnes
--

Objectif: doter la frange Nord du Pays Basque, où la culture gasconne est encore présente, d'un outil de promotion performant et adapté.

Modalités d'application: à définir.

Début de la programmation: 1998

Pilote de la mesure: à définir

Partenaires: Institut Occitan, DRAC, Conseil général, Conseil régional

Maquette financière: à définir

Action 8.1: Créer une salle à dominante artistique danse (basque et contemporaine) sur la zone intermédiaire (projet déposé à Louhossoa)

Description de la mesure:

• Créer une salle aux normes professionnelles avec une salle de répétition adjacente, permettant simultanément l'accueil de compagnies en résidence et de danseurs en formation.

Objectif:

• Affirmer par un projet innovant sur la zone intermédiaire la vocation de rencontre entre les cultures dans le domaine de la danse.

• Doter le Pays Basque intérieur et la zone intermédiaire, qui n'en ont pas, d'un équipement de diffusion, formation et création privilégiant la dimension danse.

• Permettre aux compagnies de danse existantes (associations regroupées au sein de la Fédération de danse basque, compagnie de danse contemporaine Ekarle...) de pouvoir bénéficier d'un lieu réunissant les conditions optimales.

Modalités d'application:

• Définir et affiner les contours du projet
• Créer l'outil et recruter une équipe professionnelle composée d'un directeur et un régisseur /administratif (éventuellement en poste partagé)

Début de programmation: pour l'étude, mai 1997

Pilote de la mesure: à définir

Maquette financière:

• Construction: 15 MF HT (estimation)
• Fonctionnement: à déterminer

Action 8.2 : Rénover ou requalifier des salles de spectacle et de cinéma en Labourd intérieur, Basse Navarre et Soule, chacune ayant un projet artistique et un opérateur professionnel repérés

Objectifs:

• Permettre un fonctionnement optimum de chaque structure en prévoyant une mise en réseau des différentes salles en terme de programmation, de communication.

• Mettre à disposition des équipements de qualité aux artistes locaux, pour que la création contemporaine s'enrichisse et se professionnalise: un cahier des charges doit être prévu pour équilibrer l'utilisation de l'équipement entre la diffusion, la création, la formation, etc...

• Prévoir une complémentarité dans la programmation entre la côte et l'intérieur.

Modalités d'application: après le rendu de l'étude

globale faite par l'ICB, mettre en oeuvre les préconisations de l'étude en terme d'investissement et de fonctionnement.

Début de la programmation: 1997

Pilote de la mesure et partenaires: à définir

Maquette financière:

• Réhabilitation: 15 MF pour les 6 lieux (estimations à affiner par étude en cours de réalisation par l'ICB)

• Fonctionnement: estimations de 1 MF par pôle en moyenne dont équipe professionnelle (par site):

- 1 directeur (à temps complet)
- 1 administratif (possibilité de postes partagés à étudier)

	Fct	Ech.	Autofin.
Aldudes	1 MF/an	97	A définir
Mauléon	1,2 MF/an	98	A définir
St Palais	0,6 MF/an	97	A définir
St Jean	0,6 MF/an	97	A définir
Hasp./Labastide	0,6 MF/an	97	A définir
Ustaritz	1 MF/an	98	A définir
Total	5 MF/an		

Action 8.3: Etudier la faisabilité de la création d'un ou plusieurs cafés-musiques

Description de la mesure:

• Etudier la faisabilité de la création de cafés-musiques en Pays Basque intérieur, ceux-ci fonctionnant autour de trois axes:

- économique: activité café et activité spectacle;
- artistique: il s'agit d'avoir à la fois une programmation de qualité, d'encourager les créations locales, et de proposer des espaces techniques de répétition;
- d'insertion sociale: ces lieux peuvent être des relais des politiques locales d'insertion.

• Inclure dans cette étude les possibilités d'établir des liens entre ce réseau, le Centre des Musiques amplifiées de Biarritz, et l'E.N.M..

Objectif: appuyer et structurer la mouvance des musiques amplifiées, en mettant en place un réseau répondant à des impératifs à la fois économiques, artistiques et sociaux.

Modalités d'application: engager une réflexion entre les organisations déjà actives dans le domaine des musiques amplifiées (secteur associatif et privé) et les organismes en charge de l'insertion sociale.

Pilote de la mesure: à définir

Partenaires: communes et intercommunalités, associations structurées, Centre des Musiques Amplifiées, Ecole Nationale de Musique, cafés-musiques.

Début de programmation: 1997

Maquette financière: à définir.

Action 8.4: Affirmer l'Institut culturel basque

comme point d'appui d'une politique d'action culturelle et de diffusion

Objectif: positionner l'Institut Culturel Basque comme l'une des clés de voûte du dispositif en charge de coordonner, d'animer et d'orienter l'ensemble des actions culturelles sur le territoire.

Modalités d'application: élargir les mission et

asseoir le rôle de l'Institut, en renforçant notamment ses moyens financiers.

Début de la programmation: 1997

Pilote de la mesure: Institut Culturel Basque

Maquette financière: 0,5 MF supplémentaires au budget de l'ICB

• Programme 9 - Généraliser l'offre de lecture publique et organiser l'enseignement artistique et patrimonial

Action 9.1: Prioriser sur la zone intermédiaire et en Basse Navarre, actuellement déficitaires, l'offre de lecture publique à rayonnement intercommunal aux normes validées par l'Etat

Objectif:

- Comblent le déficit du maillage territorial qui n'est pas réellement compensé par la Bibliothèque départementale de prêt.

- Répondre à l'attente des populations en proposant un service de qualité (conditions techniques convenables (surface, matériel), variété d'ouvrages pour tous les publics avec un renouvellement régulier, horaires d'ouverture assez larges, personnel compétent).

- Permettre l'évolution en médiathèques adaptées aux situations locales (multimédias)

- Rechercher des complémentarités thématiques entre les différents sites

Modalités d'application: prévoir les bibliothèques dans certains Centre multi-services et accélérer la

création ou la rénovation dans d'autres lieux.

Début de la programmation: 1997 / 98

Pilotes de la mesure intercommunalités ou communes

Partenaires: Etat (DRAC), Conseil Général

Maquette financière:

- Certaines bibliothèques sont prévues dans le coût des CMS (Centres multiservices)

- Hypothèse de 5 bibliothèques:

	Inv	Fct
- St Palais (CMS)	2 MF	0,3/an
- Garazi ou Baigorri (CMS)	2,2 MF	"
- Ustaritz (projet en cours)	2 MF	"
- St Pée (dépôt existant)	1 MF	"
- Hasparren (CMS)	1 MF	"
Total	8,2 MF	1,5MF/an

Prévoir aussi:

- Espelette (CMS)

- Bidache (CMS)

Action 9.2: Organiser en réseau les écoles de musique intercommunales, municipales ou associatives existantes sur des critères professionnels en favorisant les liens avec l'Ecole Nationale de Musique de Bayonne Côte Basque

Objectifs:

- Faciliter l'accès à une formation musicale de qualité en Pays Basque.
- Appuyer la professionnalisation de nouveaux acteurs de la formation musicale.
- Favoriser la formation et l'organisation pédagogique cordonnée au sein de l'ensemble du réseau.
- Accentuer l'ouverture de l'E.N.M. à d'autres composantes de l'espace musical (musiques traditionnelles, musiques amplifiées...).
- Favoriser les partenariats avec les réseaux voisins tels que CAEM-Sud et les écoles de musique du Pays Basque Sud.

Modalités d'application:

- Favoriser la création de postes partagés en faveur des écoles de musique de l'intérieur en mobilisant des compétences locales et celles de l'E.N.M.
- Rédiger une charte d'enseignement (projet pédagogique commun, système d'évaluation permettant des passerelles entre les écoles,...) intégrant les fonctions spécifiques d'animation qu'ont à assumer les écoles de musique au plan local.

Début de la programmation: 1997

Pilotes de la mesure: Ecoles de Musique

Partenaires: Conseil général, DRAC, communes et intercommunalités

Maquette financière:

Zone Leader:

- Formation de 1997-98 à 200-2001: 150 KF/an dont Leader 75 KF et collectivités publiques 75KF
- Financement des années scolaires 1997-98 à 2000-2001 pour la création de postes partagés:

Leader II:	1,8 MF
Collectivités publiques:	1,4 MF
Partenaires privés:	0,8 MF
Total:	4 MF

Zone hors Leader: à définir

Action 9.3: Organiser des relations de type conventionnel entre le Musée Bonnat, l'Ecole des Beaux Arts du district BAB et des centres d'initiation et de création du Pays Basque intérieur

Partenaires: Centre Permanent d'Education au patrimoine, Musée Basque, CCI, ICB

Maquette financière:

- Rémunération des intervenants, élaboration des documents pédagogiques, logistique (transport, restauration...): 200 KF / an (estimation)

Description de la mesure: institutionnaliser des liens entre les équipements de la côte (Musée Bonnat avec service éducatif et Ecole de dessin du district BAB) et les centres d'initiation et de création de type associatif (ex: Uztaro en Soule, Artizar en Amikuze...).

Objectif:

- Réduire la distorsion entre la côte et l'intérieur sur l'équité dans l'accès à la formation dans le domaine des arts plastiques.
- Permettre le développement de l'initiation et de la sensibilisation aux arts plastiques auprès des publics du Pays Basque intérieur (scolaires notamment)

Modalités d'application: à définir

Début de la programmation: à définir

Pilotes de la mesure: Musée Bonnat, Ecole des Beaux Arts du district BAB, écoles de dessin

Maquette financière: à définir

Action 9.4: Mettre en place des programmes de formation à l'usage des professionnels du tourisme

Objectif: qualifier les acteurs du tourisme pour répondre à la demande et l'anticiper.

Modalités d'application:

- Cordonner les formations relatives au patrimoine qui sont actuellement dispensées de façon dispersée entre la CCI, le GRETA, l'ADEPFO, l'APFA.
- Mettre en place des programmes de formation continue relatives la connaissance du patrimoine culturel et économique (histoire de l'art, histoire du patrimoine, histoire du monde rural, formations thématiques sur la gastronomie, l'architecture contemporaine, les activités économiques...) dans le cadre du Centre d'Initiation au Patrimoine d'Irissarry.
- Consolider les partenariats entre le Centre Permanent d'Education au Patrimoine, les services éducatifs du Musée Basque et la CCI (en attendant la création du Centre Permanent d'Education au patrimoine, la maîtrise d'oeuvre peut être assurée par l'ICB et les services éducatifs du Musée Basque et de la CCI).

Début de la programmation: 1997-98

Pilote de la mesure: Agence de Tourisme du Pays Basque

COMMISSION 4 - AMENAGEMENT LINGUISTIQUE

Chef de file Conseil des élus: Rafaël LASSALLETTE (Conseiller général - Maire d'Hendaye)

Participants au groupe de travail: ABEBERRY Jakes (Adjoint au Maire de Biarritz), BARNETCHE Jean-Michel (Conseiller général), CESAT François (Maire de Louhossoa), SOUBELET Bernard (Adjoint au Maire de St Jean de Luz), TOURATON Maurice (Conseiller régional), UNHASSOBISCAY Jean (Maire de Behorleguy)

Chef de file Conseil de développement: HEGUY Txomin (EKE)

1- ENJEUX ET VALIDATIONS

1.1. Rappel des enjeux

Les travaux Pays Basque 2010 et le scénario Lurraldea posent clairement les enjeux attachés à l'identité culturelle basque en terme de résolution de la dualité modernité/tradition. Dans cette perspective, l'aménagement linguistique du Pays Basque est identifié comme levier fondamental, l'autre pendant étant constitué par l'aménagement culturel.

Le déclin de la langue basque s'explique d'abord par les conditions d'entrée des basques dans la modernité. Même si la tendance actuellement observée est à l'accélération du rythme de déperdition, les dynamiques de ce déclin s'inscrivent dans un processus historique relativement long, qui s'est engagé dès le siècle dernier.

Un double constat peut être établi de la situation actuelle de la pratique de l'euskara:

- la transmission passive de la langue n'a pratiquement plus d'effet;
- les efforts produits ces 20 dernières années dans le champ de l'enseignement de la langue ont permis en partie de pallier le manque d'efficacité de la transmission passive. Mais ils ne suffisent pas pour inverser la tendance au déclin du basque et contenir le risque de voir celui-ci confiné à un usage vernaculaire.

Pour autant, ces interventions ont permis de maintenir un niveau minimum d'apprentissage de la langue.

Elaborer dans ce contexte une politique linguistique adaptée suppose de développer à la fois:

- **une action de fond**, inscrite dans la durée et porteuse de recompositions;
- **des actions de promotion**, pour susciter l'envie et provoquer la demande;
- **des mesures d'urgence**, offrant visibilité au

processus de reconquête.

Cela amène aujourd'hui à concevoir un aménagement linguistique d'ensemble, dont on peut identifier quatre axes d'intervention:

- **l'enseignement du et en basque et l'alphabétisation des adultes;**
- **la signalétique et la toponymie basque;**
- **les médias bascophones;**
- **la présence de la langue dans les services publics.**

Ces orientations prioritaires permettent de construire les bases essentielles d'une politique linguistique favorable à la langue basque, affirmant officiellement le statut fondamental de langue identitaire: "la langue propre du Pays Basque est la langue basque".

1.2. Validation

Après examen et débat, **les enjeux définis dans le Schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque dans le chapitre Aménagement linguistique sont validés** par la commission du Conseil des élus.

Pour ce qui concerne les fiches-programmes, plusieurs recommandations complémentaires ont été formulées:

- sur l'ensemble des fiches-programmes:
 - le traitement de la question linguistique est un acte majeur, de longue durée, et à initier d'urgence;
 - l'ensemble des structures existantes dans le domaine sont à l'origine de la définition du schéma et doivent être des structures d'appui à sa mise en place;
 - le Conseil de la langue peut et doit devenir l'instance de régulation;
 - le Conseil des élus a une responsabilité pleine et entière sur cette question.
- sur la question de l'IUFM (Cf. Action 102): la Commission recommande que celui-ci soit installé

à Bayonne et qu'il soit ouvert et spécialisé dans l'enseignement des langues minoritaires (basque, occitan...);

- sur la question de l'enseignement de l'espagnol (Cf. Action 116): la Commission recommande d'intégrer dans le schéma d'aménagement linguistique des mesures pour soutenir et renforcer

l'apprentissage de l'espagnol et du français en tant que langues de proximité.

En tenant compte de ces recommandations, l'ensemble des fiches programmes est validé (voir le détail des opérations ci-dessous).

2- LES OPERATIONS PAR PROGRAMME

• Programme 10 - Promouvoir l'enseignement du et en basque

Action 10.1: Elaborer et mettre en place une stratégie de développement d'ensemble de l'enseignement du basque et en basque avec des cahiers des charges différenciés selon les territoires et un maillage de l'offre (modèles initiation (A), bilingue (B), immersion (D)) pour satisfaire tous les publics, autour de 3 priorités: intervention sur le primaire, modèles bilingue et immersion, agglomération BAB

Objectifs:

- Dans la perspective de développement de l'enseignement du basque et en basque, passer à une logique de l'offre respectant le principe de "volontariat" (liberté de choix) et assurant l'accessibilité (couverture du territoire) aux différents modèles en :

- adaptant les programmes de développement de l'enseignement selon les trois composantes territoriales du Pays Basque;

- prenant appui sur les capacités de développement propres à chaque filière, pour organiser un maillage de l'offre ouvrant à une diversité de choix.

Modalités d'application:

- Selon les modèles:

- modèle immersion: consolider des écoles existantes et prioriser des installations nouvelles sur des pôles susceptibles de drainer des effectifs suffisants;

- modèle bilingue: perfuser progressivement des établissements scolaires pour porter les effectifs à 40% de l'ensemble des scolaires;

- modèle 3 heures: une double vocation: consolider les acquis linguistiques dans les communes où il est déjà implanté et initiation/incitation dans les territoires non encore couverts.

- Selon les territoires:

- agglomération: définir la stratégie d'implantation d'écoles immersion et bilingue: modalités et sites prioritaires;

- zone intermédiaire: compléter l'armature de l'enseignement bilingue et immersion;

- Pays Basque intérieur: articuler l'introduction de l'enseignement bilingue avec la recomposition des cartes scolaires

Pilote de la mesure: Education Nationale

Début de la programmation: 1997-2004 (plan à 5 -7 ans)

Maquette financière:

- Recrutement et formation de 250 enseignants au terme du plan (estimation)

- Dépenses liées à la réhabilitation / construction de locaux, aux transports, au personnel de service éventuel (à estimer en fonction de ce qui existe déjà).

Action 10.2: Assurer les conditions de recrutement et de formation des maîtres

Objectifs:

- Assurer dans l'avenir le recrutement d'enseignants qualifiés en nombre correspondant aux besoins, et former des enseignants en poste.

- Reconsidérer la situation des enseignants en position précaire (maîtres auxiliaires, suppléants).

Modalités d'application:

- Création d'une antenne de l'IUFM d'Aquitaine spécialisée dans l'enseignement des langues régionales (basque, occitan) à Bayonne.

Pilote de la mesure: Education Nationale

Début de la programmation: rentrée 1997

Maquette financière: à définir

Action 10.3: Consolider le centre pédagogique Ikas

Objectif: permettre le fonctionnement d'un outil performant de documentation et de pédagogie au service des trois filières d'enseignement du basque et en basque.

Modalités d'application:

- Mise à disposition et/ou détachement d'un poste de l'Education nationale.

- Acquisition de matériel informatique, pédagogique et de documentation.

Pilote de la mesure: Ikas

Début de la programmation: 1997

Maquette financière (en supplément du budget actuel):

- Poste: 250 KF
- Matériel: 200 KF

Action 10.4: Assurer les conditions de modernisation des équipements scolaires

Objectif:

- Garantir les conditions de sécurité des locaux destinés à l'enseignement du basque et en basque.
- Réaliser -si besoin- les équipements scolaires périphériques: cantine, loisirs,....

Modalités d'application:

- Réaliser une étude des besoins
- Privilégier les réalisations intercommunales

Début de la programmation: 1997

Maquette financière: 30 MF

Pilote de la mesure: Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque

Partenaires: Communes ou groupements de communes, Etat, Conseil général, Conseil régional

Action 10.5: Organiser la continuité de l'enseignement du collège à l'université, y compris dans les filières techniques

Objectif:

- Donner aux élèves ayant suivi un enseignement du basque ou en basque dans le primaire la possibilité de le poursuivre dans le secondaire et à l'université, avec une validation adéquate.
- Inclure les filières techniques dans le plan de généralisation de l'enseignement du basque et en basque pour éviter une coupure arbitraire entre filières techniques et filières générales.
- Mettre en place une stratégie de développement de cet enseignement au sein de l'Université, pour, entre autres, permettre la formation de professeurs en langue basque.

Modalités d'application: à définir

Pilote de la mesure: Education Nationale

Partenaires: UPPA...

Début de la programmation: 1998

Maquette financière: à définir

Action 10.6: Professionnaliser les opérateurs en formation continue

Objectif: mettre en place une offre d'apprentissage de la langue destinée aux adultes, professionnelle et pérenne pour répondre et anticiper la demande.

Modalités d'application: former les enseignants à l'apprentissage aux adultes

Pilote de la mesure: opérateurs privés

Début de la programmation: 1997

Maquette financière: 5 postes à temps plein soit 1MF/an

Action 10.7: Constituer un Conseil de la langue

Description de la mesure: créer un dispositif de soutien et de promotion de la langue basque.

Objectif:

- Regrouper tous les acteurs oeuvrant dans le domaine de la langue basque et coordonner leurs actions

- Mettre en place un dispositif ayant une triple fonction:

- être l'observatoire de la langue basque

- formuler des projets linguistiques aux autorités compétentes

- accompagner la mise en place des projets retenus

Modalités d'application:

- Mettre en place une équipe technique composée de trois professionnels:

- un directeur, ayant pour mission la définition des orientations générales du Conseil et de la politique linguistique à promouvoir;

- un directeur adjoint ayant pour mission l'application et le suivi des politiques sur le terrain;

- un administratif

Pilote de la mesure: Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque, Education nationale

Partenaires: Fédération d'enseignements, Université, Conseil général, Conseil régional, DRAC

Début de la programmation: 1997

Maquette financière: budget annuel estimé de 800 KF :

- 3 postes de travail: 600 KF

- frais de fonctionnement: 200 KF

Action 11.1: Etablir et mettre en place un plan de signalétique bilingue français-basque hiérarchisé ainsi que les mesures d'accompagnement sur l'ensemble du Pays Basque, en complétant les initiatives déjà engagées (signalétique routière et signalétique de service)

Objectifs:

- Permettre la pratique de la langue basque dans la vie publique et rendre visible son utilisation.
- Inscrire le plan de développement de la signalétique bilingue dans le cadre d'un accompagnement concerté entre les différents partenaires publics et privés

Modalités d'application:

- Engager une étude globale sur la généralisation de la signalisation bilingue sur l'ensemble du territoire, en prenant appui sur le document de référence produit par l'Institut Culturel Basque sur la toponymie et le graphisme à employer (étude de 1994 et étude réalisée pour le compte de la ville de Biarritz en 1996).
- Accélérer par des incitations financières les initiatives déjà engagées.

Pilote de la mesure: Syndicat Intercommunal de soutien à la culture basque

Partenaires: Communes, DDE

Début de programmation: 1998

Maquette financière:

- Signalisation du réseau routier: 10 MF
- Signalisation communale: 140 x 50 KF= 7 MF
- Bâtiments publics: 5 MF

Action 11.2: Conduire les trois radios associatives d'expression basque vers un projet radiophonique généraliste, d'intérêt général, professionnel et pérenne

Objectif: mettre en place un plan de développement concerté des trois radios comprenant un projet radiophonique, technique et structurel.

Modalités d'application:

- Création d'une structure commune entre les trois radios assurant la production et la réalisation de la programmation commune.
- 5 critères pour ce média radio:
 - 1- généraliste et d'intérêt général
 - 2 - de proximité
 - 3 - professionnel
 - 4 - pérenne
 - 5 - associatif et d'expression basque

Pilote de la mesure: association des trois radios

Partenaires: Conseil général, Conseil régional, Etat, Communes

Début de la programmation: 1997

Maquette financière:

- Budget global 3 MF/an
- Ressources publiques: 50%

Action 11.3: Etudier la création par Radio France Pays Basque d'une radio publique d'expression basque

Attente du dossier spécifique Contrat d'objectif

Action 11.4: Développer les télévisions d'expression basque sur tout le territoire

Objectif: promouvoir la production d'émissions en basque.

Modalités d'application: à définir

Pilote de la mesure: ETB / FR3

Début de la programmation: 1998

Maquette financière: à définir

Action 11.5: Mettre en place un programme et un outil pour rendre bilingues français-basque les services au public et aux personnes

Objectif: permettre - sur la base du volontariat- l'utilisation de la langue basque dans tous les lieux publics.

Modalités d'application:

- Formation des fonctionnaires et des employés des collectivités territoriales ou services publics
- Faciliter la gestion et la rédaction bilingue des documents administratifs.

Début de la programmation: 1997

Maquette financière: A définir

Pilote de la mesure: à définir

Partenaires: collectivités, opérateurs privés, entreprises, services publics

Action 11.6: Favoriser l'apprentissage des langues de proximité (français et espagnol)

Objectif: faciliter la capacité d'échanges économiques, sociaux et culturels par l'apprentissage précoce de la langue de voisinage.

Modalités d'application:

- Privilégier l'apprentissage de l'espagnol première langue dans les établissements secondaires du pays basque
- Négocier les conditions du renforcement de l'apprentissage du français en Euskadi et Navarre.

Pilotes de la mesure: Education nationale, gouvernements d'Euskadi et de Navarre

Début de la programmation: 1997

Maquette financière: à définir.

COMMISSION 5 - HABITAT ET VIE QUOTIDIENNE

Chef de file Conseil des élus: LARROQUE Jean-Marie (Maire d'Arbouet- Sussaute)

Participants: CACHENAUT Bernard (Maire d'Iholdy), CHARRITON Xalbat (Maire d'Isturitz), CASET Jean-Louis (Conseiller général), FALAGAN Jean (Maire de Briscous), MILLET BARBE Christian (Conseiller général), MIRANDE Jean-Pierre (Conseiller général), POULOU Daniel (Maire d'Urrugne)

Chefs de file Conseil de développement: BADIE Jean-Paul (SEPA), BOLOQUY Jean-Baptiste (AFMR), ETCHART Jean-Marie (PACT-CDHR)

1 - ENJEUX ET VALIDATIONS

1.1. Rappel des enjeux

HABITAT

Le Pays Basque ne paraît pas confronté à une situation globale de "pénurie" quantitative en matière de logement. Le trait dominant qui semble marquer la problématique Habitat en Pays Basque est la tendance généralisée à l'urbanisation qui affecte ce territoire. Cette tendance à l'urbanisation quasi-indifférenciée du Pays Basque induit alors deux risques de déséquilibres majeurs.

Déséquilibres économiques: le poids de l'habitat saisonnier

Au-delà de la diversité des situations locales, des différents marchés de l'habitat, la relation entre l'offre et la demande en logement est partout marquée par un facteur unifiant, contrainte par un enjeu identique: la prégnance de l'habitat saisonnier.

Que l'on se situe sur le littoral ou à l'intérieur, que l'on s'intéresse au marché de la location ou à celui de l'accession, c'est ce trait commun qui semble – peu ou prou – donner sa marque à la question de l'habitat en Pays Basque.

Déséquilibres spatiaux: spécialisation des territoires et question foncière

En outre, le Pays Basque paraît soumis à des déséquilibres spatiaux forts, liés à deux phénomènes simultanés.

D'une part, on assiste à une aggravation de la spécialisation des territoires au sein du même du Pays Basque:

- en terme d'offre de logement (zones à dominante résidences secondaires, zones à dominante habitat individuel, zones à dominante logements locatifs...);

- en terme de catégorie de public: il existe en effet une forte hiérarchisation sociale en fonction du type de logement.

D'autre part, on assiste à un processus d'amplification de la pénurie foncière. Ce processus

s'explique en grande partie par la prégnance de l'habitat individuel, et n'est que renforcé par le phénomène de spécialisation précédemment évoqué. Il s'agit ici d'un processus de type "péri-urbanisation", qui ne touche pas seulement les franges de la zone littorale, mais aussi la plupart des espaces du Pays Basque. Il traduit une tendance généralisée à l'urbanisation du Pays Basque, phénomène qui déborde largement le long des rives de l'Adour.

Fluidité des marchés et cohérence des interventions publiques.

La conjonction de ces deux types de déséquilibres produit une situation de "cristallisation" des marchés du logement et un manque global de fluidité. Tenter d'infléchir cette situation invite donc à proposer avant tout comme axe directeur au Schéma d'Aménagement, sur ce thème de l'habitat, la question de la mise en cohérence des interventions publiques.

SERVICES DE LA VIE QUOTIDIENNE

En raison du poids de l'activité touristique, le Pays Basque dispose "en moyenne" d'un taux correct de couverture en services de la vie quotidienne.

Comme ailleurs, sur cette question, l'enjeu majeur pour le Pays Basque est celui d'une répartition harmonieuse de ces services afin d'en assurer l'accessibilité pour tous, de réduire les disparités existantes, dans un contexte de contraintes de gestion accrues pour ces services, qu'ils soient publics, parapublics ou privés. Cet enjeu, banal, est ici spécifié par deux questions particulières:

Accessibilité aux services et urbanisation généralisée.

Le phénomène –évoqué précédemment– de généralisation de l'urbanisation en Pays Basque, conjugué avec l'existence d'un maillage routier plus dense que la moyenne complexifie l'enjeu d'accessibilité aux services de la vie quotidienne. On ne peut ici raisonner en terme de dualité

ville/campagne ou de désertification. Sur un même territoire, les difficultés d'accès aux services sont diverses selon les groupes sociaux. Pour d'autres territoires, –notamment entre le littoral et l'intérieur– l'exigence d'accessibilité ne passe pas nécessairement par la proximité de ces services. A cet égard, la préservation de la qualité de soins supposera une répartition coordonnée des services de santé sur le territoire basque, complétée par un fonctionnement basé sur les collaborations techniques entre les différents sites, à partir du pôle hospitalier central de Bayonne.

Espaces transfrontaliers et services de proximité.

Seconde spécificité basque pour la question des services: la position transfrontalière. Celle-ci commande des services coordonnés et adaptés pour faciliter le développement des échanges et des communications de proximité entre le Pays Basque, Euskadi et la Navarre. Ces services d'information et d'orientation auront pour rôle de simplifier les démarches administratives des deux cotés de la frontière.

1.2. Validation

Après examen et débat, **les enjeux définis dans le Schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque dans le chapitre Habitat et vie quotidienne sont validés** par la commission du Conseil des élus.

Pour ce qui concerne la question de l'habitat, la commission remarque que la plupart des mesures préconisées par le Schéma concerne une mise en cohérence des différents acteurs et procédures intervenant dans le domaine; ce qui rend nécessaire de mener au préalable une réflexion faisant le point sur différentes études existantes sur le sujet, ainsi que sur les procédures et les acteurs concernés. Cette réflexion sera prochainement initiée par la DDE, le PACT et le Conseil de développement.

En tenant compte de ces recommandations, les fiches-programmes détaillées ci-après sont validées par la commission.

2- OPERATIONS PAR PROGRAMME

• Programme 12 - Mettre en cohérence et développer une politique de l'habitat

Action 12.1: Constituer un dispositif Pays Basque territorialisé d'appui à la gestion locative

Objectifs:

- Inciter la réalisation de programmes locatifs sociaux. en Pays Basque intérieur et dans la zone intermédiaire.
- Favoriser le locatif privé, notamment pour les jeunes.

Modalités d'application:

- Mettre en place des services territorialisés (par exemple de type SIR, services immobiliers ruraux) pour assurer la gestion locative de plusieurs types de logements (HLM, 1%, FJT, privés, communaux) essentiellement en Pays Basque intérieur et dans la zone intermédiaire suivant les besoins.
- Leurs fonctions pourraient être :
 - orienter et informer les publics;
 - amener un service de gestion locative;
 - alimenter les réseaux locaux d'information logement.

Pilote de la mesure: à définir

Partenaires: Conseil général, collectivités locales, ADIL, organismes HLM...

Début de la programmation: 1998

Maquette financière: à définir

villes sur les bourgs-centres avec priorité sur la zone intermédiaire

Objectifs:

- Instaurer une procédure transverse pour chaque bourg-centre permettant de planifier leur développement et leur extension.
- Ils serviront de plan de référence pour des actions à court, moyen et long terme.

Modalités d'application:

- Ces projets de petites villes comprendront un diagnostic, une assistance maître d'ouvrage (pour définir les enjeux, les stratégies et les objectifs) et une contractualisation.
- Ces projets de petites villes permettront d'établir une stratégie urbaine de revitalisation assise sur le principe de mixité et de diversité des fonctions.
- Ils prendront en compte :
 - la restructuration des espaces publics;
 - la réalisation d'opérations-habitat;
 - la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine bâti et naturel;
 - la réalisation d'équipements et de services publics;
 - l'organisation du tissu urbain en faveur du développement économique et des services de proximité au public, notamment ceux liés au commerce;
 - des réhabilitations de friches urbaines et

Action 12.2: Elaborer des projets de petites

d'éventuels désenclavements.

• Ces projets concernent:

- sur la zone intermédiaire:

. projets prioritaires : St Pée sur Nivelle, Ustaritz, Cambo, Hasparren

. projets importants : Bidache, Espelette.

- en Pays Basque intérieur :

. projets prioritaires : St Palais, St Jean Pied de Port/Ispoure/Uhart-Cize

. projets importants : Tardets, St Etienne de Baïgorry, Iholdy, Mauléon (actualisation)

Pilote de la mesure: commune

Partenaires: Conseil général, Conseil régional, Etat

groupements de communes

Début de la programmation: 1997 (réalisations échelonnées jusqu'en 2001 pour les projets prioritaires et jusqu'en 2006 pour l'ensemble du programme)

Maquette financière: en moyenne 0,3 à 0,4MF par projet de petite-ville

Programme 13: Assurer une meilleure accessibilité aux services de la vie quotidienne

Action 13.1: Créer des centres multiservices pour les bourgs-centres en milieu rural (CMS)

Objectifs :

• Offrir un accès de qualité aux services publics, dans une logique de mise en réseau.

• Faire évoluer ces centres vers une fonction de pôle d'animation de leur territoire de référence.

Modalités d'application:

• Les Centres multi-services seront implantés dans un centre-bourg, de préférence dans un bâtiment existant. Ils comprendront :

- le regroupement dans un même lieu de services multisectoriels: services administratifs, culturels, sociaux, économiques;

- le partage de locaux équipés de moyens modernes de communication;

- un guichet d'accueil unique, assuré par du personnel formé à la polyvalence devant favoriser une transversalité entre les services ainsi qu'une orientation du public, valorisant la diversité de l'offre de services.

• Ce concept se croise dans ses grandes lignes avec celui de "maisons de services publics" proposé par l'Etat qui fera l'objet d'une expérimentation à St Palais et Mauléon au sein d'une démarche globalisée centres multi-services/ maisons de services publics.

Pilote de la mesure: Collectivités locales

Partenaires: Etat, services d'intérêt public, Conseil général

Début de la programmation: ouvertures prévues en :

- St Palais 1997

- Iholdy, Tardets, Hasparren, Bidache, Espelette: 1998

- St Jean Pied de Port, St Etienne de Baïgorry, Mauléon: 1999-2001

Maquette financière :

• 45 MF d'investissements sur 9 sites comprenant, les investissements immobiliers, certaines acquisitions de bâtiments et la mise en place d'équipements (dont la mise en oeuvre des NTIC).

• Frais de fonctionnement (frais supplémentaires

par rapport à 1996) estimés à :

- 0,7 MF pour 1997

- 5 MF pour 1998

- 7,5 MF pour 1999

- 10 MF pour 2000

Action 13.2: Dynamiser une démarche de réalisation de multiples ruraux

Description de la mesure: mise en oeuvre d'une politique incitative de création de magasins proposant une gamme de services de proximité diversifiés et complémentaires.

Objectifs :

• Impulser, en combinant initiatives publiques et privées, la création de nouveaux commerces multiples ruraux (intégrant des prestations diversifiées et complémentaires) dans les communes dépourvues du Pays Basque intérieur et de la zone intermédiaire.

• Conforter les multiples ruraux existants.

Modalités d'application:

• Coordonner les démarches locales sur la base de schémas d'orientation par bassin de vie.

• Structurer la démarche d'ensemble par :

- la recherche de synergie ou de partenariat avec de grands opérateurs commerciaux (présents ou non dans les bourgs-centres de référence) et/ou des centrales d'achat;

- l'intégration dans le volet relationnel ville/vallée des projets de petites-villes;

- la mise en oeuvre d'un dispositif financier spécifique complémentaire au FISAC (fonds d'intervention et de sauvegarde de l'artisanat et du commerce);

- la mise en oeuvre d'un dispositif plus dense en formation et suivi.

• Structurer la recherche et la sélection d'opérateurs privés ou de gérants à l'extérieur du Pays Basque, en cas d'insuffisance de porteurs locaux.

• Ils peuvent s'accompagner suivant les secteurs et les besoins de distribution à domicile.

• Communes concernées: communes sans commerce de proximité du Pays Basque intérieur et

de la zone intermédiaire, en particulier dans les secteurs de: vallée Moyenne Nive (Louhossoa, Bidarray, Itxassou, ...), Bas-Adour/Nive (Villefranque et /ou Urcuit), Macaye/Mendionde, Same/Guiche/Came, Vallée des Aldudes, Iholdy, secteur entre Bidache et St Palais (par exemple Arraute-Charritte), vallée Laurhibar (Lecumberry, Mendive, ...), secteur entre St Palais et Mauléon (Etcharry, Arroue, Charritte, ...), secteur pivot des deux "vals" de Haute Soule (Licq...), Bassussarry, Sare.

Début de la programmation:

- Vallée Moyenne Nive, Same/Guiche/Came, vallée des Aldudes, Iholdy: 1997
- Autres: d'ici 2001

Pilote de la mesure: collectivités locales

Partenaires: Conseil général, Conseil régional, Etat, Europe, CCI, opérateurs privés

Maquette financière :

- 6 M F comportant :

- les frais d'investissements immobiliers (évalués à 2 M F) dont l'acquisition des bâtiments pour 1/3 des multiples ruraux;
- les frais d'équipements mobiliers;
- les frais de mise en réseau;
- les coûts du dispositif de formation et de suivi (sous réserve de partenariat structuré avec de grands opérateurs commerciaux).

- Appui au financement fond de roulement initial (premiers mois): environ 200 000 F / an de 1997 à 2001

Action 14.1: Améliorer et élargir la réception télé

Objectifs:

- Réduire les zones d'ombres qui touchent 0,5% des foyers pour la réception des grandes chaînes du service public, y compris dans les secteurs d'habitat de montagne.
- Anticiper la généralisation d'un accès aux nouvelles offres de diffusion de manière collective pour réduire les différents impacts (économiques, environnementaux, non-interactivité).

Modalités d'application:

- Réaliser la cartographie des zones d'ombre à partir des travaux de TDF.
- Etudier les possibilités d'une généralisation compétitive de l'accès aux nouvelles offres (canal satellite, TPS, AB-SAT, Mediasat, thématiques câblées, ...), en proposant des solutions différentes par type de territoire (équipement individuel, couplage individuel/collectif, réseaux locaux, ...).
- Associer ces programmations à celles du développement du numérique interactif: substitution du coaxial par la fibre optique.
- Appuyer les solutions prévoyant des équipements individuels mutualisés à défaut de solutions collectives.

Partenaires:

- Réduction des zones d'ombre: chaînes, collectivités locales, organismes "mutualisateurs", CIDAP*
 - Généralisation de l'accès aux nouvelles offres: collectivités, organismes "mutualisateurs", CIDAP*, cablo-opérateurs
- (*CIDAP : Comité interrégional de développement et d'aménagement des Pyrénées)

Début de la programmation :

- Etude de diagnostic des "zones d'ombre" : 4e trimestre 1997
- Etude de généralisation de l'accès aux nouvelles offres : 1998
- Investissements :

. zones d'ombres : 2^e semestre 1997 et 1998
généralisation de l'accès aux nouvelles offres : à déterminer

Maquette financière: à définir

Action 14.2: Améliorer et élargir la réception radio

Objectifs: réduire les zones d'ombre et les zones de difficultés de réception (fortes ou qualitativement mauvaises) d'émissions de radio FM, publiques, privées et associatives.

Modalités d'application:

- Réaliser une enquête de diagnostic des problèmes de réception (localisation, nature et étendue) et de

demandes prioritaires pour l'ensemble des radios (publiques, privées, associatives inscrites au fichier CSA); suite à cette enquête, les radios saisiront TDF pour la réalisation d'un avant-projet et demanderont une autorisation d'utilisation de fréquence au CSA.

- Implanter les réémetteurs éventuellement nécessaires.

Pilote de la mesure:

- Etude (enquête de diagnostic): groupe LEADER
- Investissements pour implantations locales de relais: collectivités locales concernées, radios concernées

Début de la programmation :

- Etude : 1^{er} semestre 1997
- Mise en place de relais : 2^e semestre 1997 et 1998

Maquette financière :

Etude: 20KF

Investissement: 1997 : 0,3 M F

1998 : 0,5 M F

Action 14.3: Favoriser la généralisation de l'accès au réseau de communication par ondes GSM sur l'ensemble du Pays Basque

Objectif: permettre un accès généralisé au réseau GSM, en particulier en Pays Basque intérieur.

Modalités d'application:

- Sensibiliser le public, les PME et les entreprises à la diversité présente et future des services offerts par le GSM.

• Réaliser une enquête pour:

- recenser de manière précise les zones de non (ou de mauvaise) réception, tous opérateurs confondus;
- étudier les modalités susceptibles de favoriser l'accélération de la généralisation de l'accès (technique BTS, relais, micro-cellularisation, ...);
- réaliser des programmes d'intervention pour les secteurs prioritaires sur 2 ans (1998 et 1999).

Pilotes de la mesure: collectivités locales concernées

Partenaires: opérateurs GSM

Début de la programmation:

- Etude : 4^e trimestre 1997
- Investissement: 1997/98; à partir de 1999: orientation vers le satellitaire pour les zones résiduelles

Maquette financière :

1997 : 50 KF

1998 : 1,5 MF

1999 : 1,5 MF

Action 14.4: Etudier la configuration d'un réseau numérique interactif

Objectif : développer en Pays Basque une offre de services en NTIC (Nouvelles technologies de

l'information et de la communication) pour tous les publics.

Modalités d'application:

- Réaliser une étude documentaire faisant un bilan/diagnostic des positionnements du Pays Basque dans le domaine des NTIC et proposer un avant-projet de mise en oeuvre d'une politique territoriale collective .
- Orienter les projets des centres multiservices et/ou Maison des services publics vers une fonction de lieu d'expérimentation et d'appropriation des NTIC par les services et par le public (équipements performants, formation des personnels, dimension multimédia dans les bibliothèques...).
- Organiser une fonction de "veille technologique" dans le domaine des NTIC (orientée vers les perspectives de développement du Pays Basque),

mission confiée par conventionnement à un organisme déjà existant.

Pilote de la mesure: à définir

Partenaires: prescripteurs et opérateurs travaux génie civil, câblo-opérateurs, Poste, collectivités territoriales et locales, etc..

Début de programmation:

1- 1997

2- 1998

Maquette financière :

1- Etude documentaire et bilan diagnostic: 200 KF (1997/98)

2- 200 KF / an (1998 à 2000) dont:

- investissement: 150 KF

- formation/ suivi: 50 KF

3- A déterminer (dépendra des résultats du 1).

COMMISSION 6 - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Chef de file Conseils des Élus : Jean GRENET (Député-Maire de Bayonne)

Participants : Michèle ALLIOT-MARIE (Vice-Président du Conseil Général-Député-Maire de St Jean de Luz), Marie Andrée ARBELBIDE (Maire d'Helette), Bernard AUROY (Maire d'Ustaritz), Renaud D'ELISSAGARAY (Adjoint au Maire de Bayonne), Pierre GRENADE (Adjoint au Maire de Biarritz), Pierre LABORDE (Maire de Bardos), François MAITIA (Conseiller régional-Maire d'Ispoure), Jean ONDARTS (1^{er} adjoint au Maire d'Hasparren), Jean Marc PEILLEN (Maire de Licq-Atherey), Albert PERY (Maire de Ciboure), Armand SAURY (Conseiller Général), Juliette SEGUILLA (Conseiller Général)

Chef de file Conseil de développement : Bernard DARRETCHÉ (CCI)

1 - ENJEUX ET VALIDATIONS

1.1. Rappel des enjeux

Cinq secteurs d'activité: l'industrie, la logistique, l'agriculture, le tourisme et la santé constituent les axes prioritaires d'appui du Schéma d'Aménagement. S'ils n'intègrent pas la totalité de l'activité économique du Pays Basque -la pêche, le commerce et l'artisanat étant d'autres secteurs économiques également actifs- ils contribuent néanmoins par leurs poids et leurs effets, à structurer les équilibres territoriaux au sein du Pays Basque. Ils constituent ainsi des leviers stratégiques pour orienter le développement du Pays Basque.

Industrie

Son image paraît discrète à première vue, au regard du poids d'autres secteurs comme le tourisme et le tertiaire. Pourtant, l'industrie occupe une place conséquente dans l'emploi au Pays Basque. Elle relève d'une longue tradition en Soule et dans le Pays Basque intérieur. Elle s'est trouvée confortée par l'implantation d'activités organisées autour de l'aéronautique et de l'armement, aujourd'hui en reconversion. Elle s'appuie maintenant sur un développement exogène mais qui reste centré sur le littoral et perfore peu le reste du territoire.

Développer et faire reconnaître la capacité industrielle du Pays Basque, lui faire jouer un rôle de locomotive, commandent de:

- **constituer une offre industrielle sur l'agglomération et la zone intermédiaire**, en prenant appui d'un côté sur les besoins à l'échelle transfrontalière et Euro-Régionale et de l'autre sur leurs atouts respectifs: équipements logistiques majeurs (Port-aéroport-fer-route) et disponibilités foncières.
- **conforter le tissu industriel au sein des bassins de vie** du Pays Basque intérieur en encourageant la diversification des activités, en suscitant la mise en place d'une sous-traitance de compétences, en développant l'aide à l'exportation et en favorisant la

montée en puissance du tissu économique local.

Logistique

Avec deux autoroutes ouvrant sur des échanges transeuropéens et interrégionaux, des équipements (port, aéroport, gare SNCF, Centre Européen de Fret) largement connectés sur les réseaux d'échanges externes, le Pays Basque dispose aujourd'hui d'un positionnement privilégié. Pourtant, comme l'ont montré les travaux de Pays Basque 2010, cette large ouverture s'accompagne de déséquilibres profonds: spécialisation de l'axe Nord/Sud sur le transit, difficultés pour les grands équipements logistiques à développer leurs capacités dans le jeu des concurrences qu'ils livrent avec d'autres villes, difficultés d'accès à la conurbation, permanence de l'enclavement de la Soule.

Renforcer et développer la fonction carrefour invite ainsi à privilégier une nouvelle stratégie de développement. En ce sens, le Schéma d'Aménagement préconise de poursuivre une politique d'aménagement des déplacements et des infrastructures autour de 2 axes.

- Le premier axe vise à **positionner le BAB comme le point nodal de connexion** des échanges du Pays Basque, tant vers l'extérieur que vers l'intérieur, qu'il s'agisse de liaisons de proximité, régionales, interrégionales ou transeuropéennes. Faire de Bayonne une véritable rotule commande de décliner cette vocation sur l'ensemble des plates-formes d'échanges (air, fer, mer ...) et pas seulement sur les flux routiers et autoroutiers.

- **Le renforcement du rayonnement des grands équipements** que sont le port, l'aéroport et le centre européen de fret est déterminant et le positionnement de Bayonne comme noeud ferroviaire et comme gare TGV s'avère stratégique.

Agriculture

Elle représente un secteur économique essentiel, tant par sa capacité d'emplois que par le rôle majeur qu'elle joue dans l'organisation du territoire du Pays Basque.

Si elle a bien résisté aux différentes mutations du monde rural, comparativement à d'autres territoires, elle est aujourd'hui soumise à une pression foncière qui la fragilise et à la nécessité d'assurer une plus grande valorisation de ses productions. Sa pérennité semble notamment compromise dans la zone intermédiaire en raison d'une pression urbaine croissante et dans la zone montagne par un processus de relatif abandon.

Deux axes d'intervention sont à privilégier pour inverser ces tendances:

- **consolider la capacité d'emplois du secteur agricole** en assurant le maintien des effectifs et en favorisant l'installation de jeunes agriculteurs. Sur la zone intermédiaire, le maintien de la présence de l'agriculture passe par des dispositions foncières actives et par le repositionnement des activités sur des secteurs à forte valeur ajoutée.

- **valoriser les productions agricoles et agro-alimentaires** du Pays Basque par des actions visant à promouvoir les produits au travers de l'instauration de labels de qualité et d'appellations contrôlées.

Tourisme

C'est une activité phare du Pays Basque qui concerne l'ensemble du territoire sur une gamme étendue de produits. Si l'activité touristique balnéaire est depuis longtemps le vecteur principal de l'essor touristique, le tourisme d'intérieur représente néanmoins un gisement économique qu'il convient de développer. Pourtant, l'enjeu ne repose pas sur le développement de la capacité d'accueil. Face aux risques d'essoufflement et dans la perspective d'une meilleure gestion des flux, il tient avant tout à l'affirmation de la qualité des produits et à la promotion d'une image touristique "Pays Basque", fondée sur la réciprocité tourisme du littoral/tourisme de l'intérieur.

Il s'agit ainsi de développer l'action touristique en recherchant une meilleure lisibilité d'ensemble de l'offre et en renforçant la complémentarité entre les différents sites:

- **en structurant davantage l'ensemble de l'activité touristique:** renforcement des offices de pôles, professionnalisation des intervenants, promotion commune ...

- **en assurant la promotion du Pays Basque comme " Pays de Culture " et " Pays de Sports "**

pour développer des projets touristiques innovants, et passer ainsi de la notion de station touristique à celle d'espace touristique.

Santé

En raison du poids de l'activité touristique, le Pays Basque dispose "en moyenne" d'un taux correct de couverture en services de la vie quotidienne. Comme ailleurs, sur cette question, l'enjeu majeur pour le Pays Basque est celui d'une répartition harmonieuse de ces services, afin d'en assurer l'accessibilité pour tous, de réduire les disparités existantes, dans un contexte de contraintes de gestion accrues pour ces services, qu'ils soient publics, parapublics ou privés.

Pour d'autres territoires, –notamment entre le littoral et l'intérieur– l'exigence d'accessibilité ne passe pas nécessairement par la proximité de ces services.

A cet égard, la préservation de la qualité de soins supposera:

- **une répartition coordonnée des services de santé sur le territoire basque**, complétée par:

- **un fonctionnement basé sur les collaborations techniques entre les différents sites**, à partir du pôle hospitalier central de Bayonne.

1.2. Validation

Après examen et débat, **les enjeux définis dans le Schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque dans le chapitre Développement économique sont validés** par la commission du Conseil des Élus.

En complément, la Commission affirme que:

- de manière générale, l'optimisation et la valorisation des structures déjà existantes sont à prioriser, moyennant une plus grande coordination à l'échelle du Pays Basque, en particulier sur la question foncière et sur la mobilisation de financements européens.
- plus spécifiquement sur la question de l'agriculture
- la diversité de l'agriculture basque - de type

artisanale et industrielle- doit être mise en évidence de façon explicite,

- l'obtention de labels sur certains produits déjà repérés doit permettre une valorisation qualitative de l'activité agricole au Pays Basque .

En tenant compte de ces recommandations, l'ensemble des fiches programmes est validé (voir le détail des opérations ci-dessous).

2 - LES OPERATIONS PAR PROGRAMME

•Programme 15 - Consolider l'offre et conforter le tissu industriel

Action 15.1: Identifier des partenariats avec les centres de recherche et les réseaux de sous traitants

Objectifs :

- Développer une stratégie d'appui sur cet environnement industriel afin de favoriser les partenariats de toute nature, de façon à compléter l'offre industrielle, tant pour les entreprises locales, que pour celles qui souhaitent s'implanter localement.
- Répondre à l'ensemble des attentes d'un groupe industriel en terme d'implantation ou de localisation,
- Multiplier les contacts avec les centres industriels demandeurs de service de sous traitance, et tout spécialement ceux de la Communauté Autonome basque.

Modalités d'application:

- Recensement de l'ensemble des potentialités, éventuellement sous la forme d'une base de donnée

et/ou d'un catalogue, qui regrouperait toutes les prestations disponibles à l'échelle eurorégionale pour ce qui concerne :

- l'industrie : présence de sous-traitants, de fournisseurs,
- la recherche: centres de Recherche et Développement,
- la formation : Universités, Écoles d'Ingénieur,
- les loisirs et la culture : sites et manifestations
- les équipements publics;
- Qualification de l'offre par niveau, par compétences et par spécialisations,
- Élaboration de conventions de partenariats

Début de programmation : 1998

Maquette financière: à définir

Pilote de la mesure : organisations consulaires

Partenaires: fédérations professionnelles, Organismes de formation, Collectivités territoriales

Action 15.2: Conforter le positionnement stratégique du port

Objectifs :

- Conduire une prospective économique, pour préciser les options stratégiques de développement (en matière d'équipements, de recherche de nouveaux marchés, de spécialisation des activités...).
- Consolider les vocations et les spécificités par rapport aux autres ports de la façade atlantique.

Modalités d'application :

- Compléter les études existantes pour clarifier le positionnement du port en tenant compte des implantations actuelles
- Identifier les cibles d'entreprises et/ou d'activités susceptibles de s'implanter sur les zones portuaires
- Compléter la charte portuaire par le schéma directeur d'aménagement du port.

Début de programmation : 1997-1998

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : État

Partenaires: Concessionnaires - Conseil Général (64 & 40) - Conseil Régional - Collectivités locales.

Action 15.3: Etudier la faisabilité d'un terminal offshore

Objectifs :

- Renforcer la vocation industrielle du port par la mise en place de projets majeurs.
- Accroître l'accessibilité du port de Bayonne à des bateaux d'un tonnage supérieur à 20 000 tonnes.
- Constituer pour la plate-forme chimique de Lacq une sortie vers de nouveaux marchés.

Modalités d'application :

- Réaliser une étude complète de la faisabilité technique, économique et financière d'un terminal offshore
- Réaliser une étude d'impact environnemental
- Identifier le portage de cette opération

Début de programmation : à définir

Maquette financière :

•Études: estimation: 1 MF

•Investissements: estimation: 100 MF

Pilote de la mesure : CCI

Partenaires: État - Concessionnaires- Opérateurs privés- Collectivités territoriales

Action 15.4: Mettre en place un contrat P.M.E.

Description de la mesure : élaborer un contrat prévoyant le regroupement de l'ensemble des dispositifs d'accompagnement financier publics (aides à l'investissement, à l'embauche, à la formation, à la recherche, à la restructuration...) en

contrepartie d'un plan global de développement formalisé et d'un accompagnement du développement.

Objectifs :

- Accompagner les PME dans leurs démarches de développement ou de restructuration
- Lier financements publics et plans de développement avec modalités de suivi
- Accroître et systématiser les mécanismes de vigilance sur les entreprises locales

Modalités d'application :

- Contrat passé entre l'entreprise et les pouvoirs publics financeurs stipulant que toute demande de financement devra être accompagnée d'une clause de suivi sur la durée du programme.
- Le suivi serait réalisé par un cabinet extérieur, habilité par les parties.
- La prise en charge du suivi serait partie intégrante du financement global.

Début de programmation : 1997

Maquette financière :

• pour 40 PME: 1MF

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: Etat, Conseil Régional , Conseil Général, Chambre consulaire , Opérateurs privés

Action 15.5: Constituer et/ou consolider un fonds d'amorçage et capital développement

Objectifs:

- Permettre aux entrepreneurs d'accéder à des ressources financières stables dès le démarrage.
- Favoriser la consolidation financière des entreprises par augmentation des fonds propres.
- Accentuer l'effet de levier financier.

Modalités d'application:

- Abonder, par intervention publique, un établissement financier et/ou d'une société de capital risque.
- Donner priorité aux créations et aux développements des petites et moyennes entreprises, y compris individuelles.
- Interventions sous forme de prêts d'honneur, prêts personnels, avances remboursables, garanties....

Début de programmation :

•Étude: 1997

•Ouverture du fonds : 1998

Maquette financière :

• Fonds d'amorçage: 1MF

• Fonds de capital développement: 3 MF

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : État -Conseil régional -Conseil général -Organismes consulaires -Opérateurs privés

Action 15.6: Créer un programme Étudier-Entreprendre

Objectifs

- Favoriser l'intégration des étudiants post Bac à la vie professionnelle
- Favoriser les collaborations techniques Entreprises-Lycées par le développement de projets pilotes.

Modalités d'application:

- Construire un programme pédagogique à destination des étudiants Post-bac, associant projet d'entreprise, projet technique et projet commercial
- Mettre ce programme à disposition de l'ensemble des établissements de formation et intégrer ce module comme module qualifiant des enseignements délivrés

Début de programmation : 1997-1998

Maquette financière : à l'étude en collaboration avec la DATAR

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : Chambres consulaires -Organisations professionnelles -Établissements scolaires.

Action 15.7: Favoriser les dispositifs et lieux d'accueil pour créateurs d'entreprises dans les bourgs centres

Description de la mesure : mettre en place un projet d'ensemble coordonné, innovant et pérennisable pour favoriser les dispositifs de développement intégré, c'est à dire des dispositifs unissant les collectivités locales, les entreprises, l'interconsulaire, les établissements de formation, les établissements financiers et les partenaires scientifiques.

Objectifs :

- Répondre en priorité à la fragilisation économique des territoires ruraux
- Assurer des interventions en appui et un suivi quotidien aux entreprises existantes
- Associer les lycées professionnels à la dynamique économique
- Consolider les bourgs centres par l'ouverture de lieux d'accueil pour créateurs d'entreprises

Modalités d'application:

- Constituer une équipe de chargés de mission économiques territorialisés sur chaque bassin de vie
- Créer des pôles d'accueil et de suivi des entreprises et des porteurs de projets dans des centres-bourgs structurants, avec double fonction: suivi des projets - mise à disposition de locaux.
- Associer les secteurs de la zone intermédiaire situés en objectif 2 au dispositif étudié dans le programme LEADER du Pays Basque intérieur.

Début de programmation : 1997

Maquette financière: sur la programmation Leader: 6MF

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: associations de développement économique local Intégré - Chambres consulaires - Conseil régional -Conseil général - Établissements de formation professionnelle

Action 15.8: Fédérer les unions commerciales

Cette action est en cours de définition au sein de la CCI.

Action 15.9: Développer les moyens de la gestion foncière

Description de la mesure : réaliser une étude de faisabilité juridique, technique et financière de constitution de cet outil

Objectifs :

- Anticiper et arbitrer les besoins fonciers en matière de développement économique, habitat, équipements et environnement
- Doter les collectivités locales de moyens leur permettant de constituer des réserves foncières, en prévision d'actions ou d'opérations d'aménagement

Modalités d'application:

•Collaborations avec la SAFER, la SEPA, la CCI, les Collectivités

• Interventions prioritaires sur la zone intermédiaire

Début de programmation : 1997

Maquette financière :

•Etude: 0,1 MF

• Outil : à définir

Pilote de la mesure : SAFER - SEPA - Distict BAB

Partenaires : Collectivités -État -CCI -Conseil général

Action 15 : DISPOSITIF INDUSTRIE

Animation globale:

Dénomination: cellule de coordination et d'articulation des programmes de développement (PCD, Leader, Konver...)

Objet:

- optimiser les financements disponibles
- articuler les différentes initiatives

• Programme 16 - Structurer la fonction logistique du Pays Basque

Action 16.1: Renforcer la mise en réseau des plate-formes logistiques (Fer /Route /Port /Air) autour d'un projet multimodal

Objectif :

- Constituer une offre logistique globale sur le principe: un site logistique - quatre plate-formes.
- Coordonner les activités de chaque plate-forme, en définissant la vocation précise de chacune d'entre elles.

Modalités d'application:

- Clarifier la vocation de chaque site: couples Spécificités techniques-Marchés-Produits
- Mutualiser les ressources humaines et techniques de recherches de nouveaux marchés
- Coordonner les investissements d'équipements et de promotion
- Organiser les relations techniques inter plate-forme (route, voie ferrée...)

Début de programmation : 1997-1998

Maquette financière :

- Etudes stratégiques: 0,4 Mf
- Promotion commune: 0,2 MF
- Investissements: à définir

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: collectivités territoriales - CCI - Conseil Général -État

Action 16.2: Développer la fonction Fer / Fer d'Hendaye

Objectif: renforcer la position d'Hendaye comme centre de frêt spécialisé dans le transbordement de marchandises transportées par voie ferrée.

Modalités d'application:

- Développer le potentiel existant
- Rechercher de nouvelles activités liées à la logistique rail
- Dynamiser la collaboration entre la plate-forme d'Hendaye et celle d'Irun afin de créer un véritable pôle logistique ferroviaire transfrontalier.
- Constituer et/ou réserver des espaces fonciers destinés à accueillir des activités logistiques.

Début de programmation : 1997

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : SNCF

Partenaires: collectivités territoriales -CCI -

Pilotage: Conseil général

Partenaires : Organisations Consulaires-Collectivités territoriales - Etat- Organisations professionnelles -Etablissements scolaires-Opérateurs privés- ADELI- ODACE - INDAR ALDATU et GEOARI- Syndicat intercommunal de Soule - Communauté de communes

Opérateurs privés

Action 16.3: Élaborer un plan global de développement commercial de l'aéroport du BAB

Objectifs:

- Positionner l'aéroport du BAB comme aéroport de niveau inter-régional de desserte du bassin de vie élargi : Sud Landes à Saint Sébastien.
- Optimiser le potentiel commercial de l'infrastructure aéroportuaire.

Modalités d'application :

- Mobiliser des moyens humains et techniques de recherches de nouveaux marchés, notamment de frêt.
- Négocier les complémentarités avec Fontarrabie.
- Réaliser les études complémentaires: réserves foncières, longueur des pistes, sécurité tout temps...
- Redéfinir le portage de l'aéroport.

Début de programmation :1998

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : Collectivités territoriales -C.C.I.- Etat

Action 16: DISPOSITIF LOGISTIQUE

Animation globale:

Dénomination : cellule de coordination plates-formes logistiques

Objet :

- regrouper et coordonner les acteurs
- élaborer une offre logistique commune

Pilotage: CCI

Partenaires : collectivités territoriales - Conseil Général- SNCF- D.D.E.- C.E.F. de Mouguerre- Aéroports

Programme 17 - Consolider le secteur agricole

Action 17.1: Constituer un fonds de garantie fermage

Objectifs :

- Inciter les propriétaires exploitants à louer leurs terres à de jeunes agriculteurs
- Garantir les loyers de fermage aux propriétaires

Modalités d'application:

- Constitution d'un fonds.
- Création d'un comité de gestion tripartite: financeurs - gestionnaire - utilisateurs.

Début de programmation : 1997/98

Maquette financière : 200KF de mise initiale

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: Chambre d'Agriculture - Conseil Général -CNASEA

Action 17.2: Créer une dotation forfaitaire au départ d'actifs sans succession directe avec condition d'installation de jeunes

Description de la mesure : Créer une dotation à verser aux propriétaires qui partent à la retraite dans le cas où ils louent ou vendent leurs terres à de jeunes agriculteurs.

Objectifs :

- Faciliter l'installation de jeunes en favorisant la transmission des exploitations.
- Assurer un complément à des propriétaires qui n'ont pas de successeurs directs et qui s'engagent à céder sans intermédiaire, en location ou en propriété, à des jeunes.

Modalités d'application:

- Constitution d'un fonds destiné aux propriétaires sans successeurs qui cèdent leurs terres à de jeunes agriculteurs.
- Affecter un montant de 50 KF pour chaque départ aux conditions du fonds.
- Constitution d'un comité de gestion tripartite: financeurs - gestionnaire - utilisateurs.

Début de programmation: 1997-1998

Maquette financière: estimation: 500 KF/an

Pilote de la mesure: à définir

Partenaires: Chambre d'Agriculture - Conseil Général - Conseil régional- CNASEA

Action 17.3: Élargir la labellisation des productions agricoles

Objectifs :

- Valoriser l'image Pays Basque sur les produits agricoles.
- Sécuriser la mise en marché des produits par la certification et les contrôles qualité.
- Inciter les producteurs à moderniser leurs équipements industriels.

Modalités d'application:

- Labelliser de nouveaux produits: jambon, truite, piment, canard.....
- Renforcer la promotion des produits déjà labellisés: vin, fromage.....
- Accompagner professionnellement les démarches des producteurs.

Début de programmation : 1997-1998

Maquette financière :

- Étude de marché : 0,5MF par produit labellisé, soit 1,5 Mf pour 1997-1998.
- Renforcement de la promotion: à définir
- Accompagnement: estimation 0,5 MF pour 1997

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: Association de producteurs - Chambres Consulaires -DDA -Conseil général - Conseil régional.

Action 17: DISPOSITIF AGRICULTURE

Animation globale:

Dénomination: mission d'animation et de développement de l'agriculture

Objet :

- regrouper les acteurs
- initier des actions d'animation et de développement
- assurer l'accompagnement des opérateurs

Pilotage: Chambre d'Agriculture

Partenaires : Syndicats - Conseil Général - Fédérations professionnelles

•Programme 18 - Optimiser l'organisation touristique

Action 18.1: Créer un dispositif de labellisation de la mise en valeur des sites sous l'autorité d'un Comité scientifique et culturel

Objectifs:

- Donner une assise culturelle et scientifique aux projets.
- Faire des sites des véritables lieux d'interprétation.

Modalités d'application:

- Création d'un conseil scientifique d'aide à l'interprétation des sites à vocation touristique composé de personnalités du monde culturel, touristique, scientifique et de l'éducation.
- Accompagnement des initiatives et aide technique et scientifique aux porteurs de projets.

Début de programmation : mise en place courant 1997

Maquette financière: estimation: 0,5MF/an (un secrétaire coordinateur + frais de fonctionnement)

Pilote de la mesure: à définir

Partenaires : Agence de tourisme du Pays Basque
- Mission touristique - Associations culturelles - Collectivités

Action 18.2: Accélérer la mise en place d'offices de pôles

Objectifs:

- Optimiser la demande, en particulier la demande spontanée.
- Créer une offre adaptée grâce à la vision permanente et totale de la clientèle, que permet la mise en réseau
- Développer la réactivité des opérateurs par rapport à la demande exprimée.
- Gérer de façon plus efficace les 3 fonctions principales de production (création de l'offre), back office (gestion des contrats...) et front office (contact direct avec la clientèle)

Modalités d'application :

- Accélérer la mise en place des offices de production touristique (4 ou 5 grands pôles), à l'intérieur de bassins touristiques cohérents, qui travailleraient en réseau sur deux fonctions principales:
 - valider l'offre touristique de chaque territoire
 - monter et commercialiser des produits
- Accélérer la mise en place des offices de tourisme chargés de l'accueil, de l'animation et de la commercialisation.

Début de programmation: première mise à disposition de techniciens auprès des pôles à l'automne 96

Maquette financière:

- Investissement global: 12 MF
- Informatique: 4 MF sur 2 ans
- Fonctionnement: 2 MF/an sur 4 ans

Pilote de la mesure : Conseil général

Partenaires: État- Offices de Tourisme - Collectivités territoriales.

Action 18.3: Mettre en place un centre d'observation et d'étude du tourisme: veille produits / marchés

Description de la mesure : création d'un centre d'observation et d'étude du tourisme assurant une fonction de veille permanente sur l'économie du tourisme en Pays Basque.

Objectifs:

- Avoir une vision quantitative et qualitative de l'économie du tourisme sur le territoire du Pays Basque
- Anticiper les besoins et adapter les produits aux marchés

Modalités d'application

• Constituer d'un outil performant d'aide à la décision en matière de politique touristique: veille marché/produit.

• Missions:

- recueil de statistiques relatives à l'activité touristique
- définition et interprétation d'indicateurs à partir des statistiques établies: traitement qualitatif des données
- recoupement des données et des tendances avec d'autres indicateurs produits par des observatoires économiques en particulier.
- Renforcement des moyens attribués à l'observatoire économique de la CCI: création de 2 postes de travail.

Début de programmation : 1997

Maquette financière : estimation 0,5 MF/an

Pilote de la mesure: Conseil général

Partenaires : État -Conseil régional -CCI - Agence de Tourisme

Action 18.4: Coordonner et renforcer les programmes d'assistance au développement destinés aux opérateurs touristiques

Objectifs : favoriser la création ou le développement dans la durée des entreprises touristiques

Modalités d'application:

- Mettre en place un programme d'accompagnement et de suivi des entreprises touristiques.
- Constituer une équipe d'intervenants tourisme en réseau entre la CCI et l'agence de tourisme

Début de programmation : 1998

Maquette financière: estimation: 0,5 MF/an (50% privé)

Pilote de la mesure: CCI

Partenaire : Agence de Tourisme - Professionnels.

•Programme 19 - Moderniser et promouvoir l'appareil de santé

Action 19.1: Renforcer le pôle santé de Bayonne

Ce programme fera l'objet d'une fiche détaillée.

Action 19.2: Étudier les conditions de renforcement du pôle santé St Palais - Ispoure

Objectifs :

- Assurer la pérennité de la clientèle de St Palais et Ispoure.
- Assurer et renforcer à terme le maintien des emplois.
- Maintenir et moderniser les structures existantes.
- Maintenir un service de proximité au public en Pays Basque intérieur.

Modalités d'application :

- Systématiser les collaborations techniques et professionnelles entre le pôle hospitalier de Bayonne et celui de StPalais - Ispoure
- Étudier le rattachement des cantons de Mauléon et de Tardets au secteur sanitaire n°7 pour élargir l'attractivité et le rayonnement des plateaux techniques de St Palais et Ispoure.

Début de programmation : 1997

Maquette financière: à définir

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: CHCB -DRASS - Opérateurs Privés.

Action 19.3: Mettre en place un plan sur les spécialisations post-soin: Cardiologie, Pneumologie et Respiratoire de Cambo

Objectifs :

- Renforcer la spécificité de Cambo par rapport aux autres établissements du Pays Basque et de l'Aquitaine.
- Assurer la pérennité de l'offre face à la concurrence en maintenant et modernisant les équipements existants.
- Assurer et renforcer à terme le maintien des emplois

Modalités d'application :

- Réaliser une expertise portant sur:

- État actuel et principales menaces,
- Potentiels et fragilités,
- Préconisations à court et moyen terme.

•Constituer un comité stratégique regroupant:

- Professionnels
- Administration
- Collectivités

Début de programmation : 1997

Maquette financière : étude estimée à 0,5 Mf

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires: État -Collectivités -Opérateurs privés.

Action 19.4: Accompagner le développement du tourisme de santé

Objectifs :

- Renforcer le positionnement du Pays Basque sur l'offre de santé en thermalisme, climatisme et thalassothérapie.
- Assurer la pérennité de l'offre face à la concurrence en maintenant et modernisant les équipements existants.
- Assurer et renforcer à terme le maintien des emplois

Modalités d'application : A définir

Début de programmation : A définir

Maquette financière : A définir

Pilote de la mesure : Opérateurs privés

Partenaires: État -Collectivité s.

Action 19: DISPOSITIF SANTE

Animation globale:

Dénomination: bureau élargi de la Conférence sanitaire de secteur

Objet:

- regrouper les acteurs (1/3 public, 1/3 privé, 1/3 associatif)
- constituer une force de propositions représentative du secteur santé

Pilotage: conférence sanitaire de secteur

Partenaires:

- Opérateurs publics (CHCB)
- Opérateurs privés et associatifs

COMMISSION 7 - ENVIRONNEMENT

Chef de file Conseil des Élus : Michel ARHANCET (Vice-Président du Conseil Général)

Participants : Jean ANIOTZBEHERE (Maire de Sare), Arnaud DASCON (Maire d'Alçay), Jacques JACCACHOURY (Maire de Bidart), Bernard LARRAMENDY (Maire de Villefranque), Jean-Marc LASSUS (Conseiller régional), Robert MALOU (Maire de Came), Pierre SETOAIN (Maire des Aldudes)

Chef de file Conseil de Développement: Bernard GOURGAND (DAEE)

1 - ENJEUX ET VALIDATIONS

1.1. Rappel des enjeux

Le Pays Basque bénéficie d'une image fortement positive en terme de qualité d'environnement. Cette image joue sur un double registre: identification du Pays Basque comme un territoire possédant un patrimoine paysager et architectural important, alliant paysages maritimes et paysages montagnards, et image d'un "pays propre", assimilé à une "petite Suisse".

Pourtant, cette image de marque, essentielle notamment pour le développement touristique, est aujourd'hui menacée par le processus d'urbanisation généralisée que connaît le Pays Basque, menace d'autant plus précise que ses sites de petites tailles, sont d'une extrême fragilité. Un décalage de plus en plus manifeste se crée ainsi entre la réalité de son état environnemental et l'image réputationnelle dont il jouit.

Deux enjeux sont ainsi au centre des préoccupations du schéma d'aménagement:

Ajuster la réalité à l'image du Pays Basque

Revenir sur le décalage constaté nécessite de maîtriser l'ensemble des facteurs de dégradation. Il s'agit bien ici de coordonner les politiques d'environnement et d'énoncer les ambitions que ces politiques (régionales, départementales voire transfrontalières) auront à poursuivre pour gérer de la question en Pays Basque.

Trois domaines ont particulièrement été identifiés comme étant au coeur de la problématique environnementale:

- la préservation de la qualité des paysages, qui renvoie à une politique de protection des sites, de protection des milieux, mais qui doit aussi prendre en compte les enjeux de gestion de ces espaces. Il s'agit de combiner protection et entretien des sites.

Un des premiers objectifs est d'établir un document de référence, établissant l'inventaire scientifique des espaces naturels basques remarquables et

hiérarchisant ces espaces au travers de priorités. Il devra s'appuyer sur l'inventaire des espaces sensibles réalisé par le Conseil Général.

- la politique des eaux (de rivière et maritime) en terme d'amélioration de la qualité, de sécurité d'approvisionnement et de ressource, de gestion floristique et faunique, et d'information - sensibilisation. Cette politique est à inscrire dans le cadre du SDAGE du Bas-Adour Garonne, en le déclinant localement au travers d'un SAGE par bassins hydrographiques.

- la gestion des déchets, qu'il s'agisse de collecte, de traitement et de valorisation des déchets. Le Pays Basque enregistre actuellement un retard considérable dans sa politique de gestion des déchets, retard relevé dans l'inventaire et le diagnostic du Plan Départemental des Déchets, et doit simultanément anticiper les normes européennes qui entreront en vigueur dans les prochaines années. Deux impératifs peuvent être avancés: accompagner et accélérer la mise en oeuvre du Plan Départemental des Déchets sur le Pays Basque et compléter son action sur les domaines qui échappent à sa compétence.

Préserver la valeur patrimoniale du Pays Basque

Au travers d'actions renforçant la capacité du Pays Basque, suivre précisément les mesures engagées sur son environnement. Ceci passe par la création d'un dispositif de gestion patrimoniale intégrée, proposant un outil de connaissance locale, à même d'interpeller les différents acteurs de l'environnement et de l'aménagement et conduisant une action pédagogique d'information et de sensibilisation à destination du public et des acteurs politiques ou économiques.

1.2. Validation

Après examen et débat, **les enjeux définis dans le schéma d'aménagement et de développement du Pays Basque dans le chapitre "Environnement" sont validés** par la commission du Conseil des Élus.

En complément, la Commission recommande :

- la nécessaire constitution d'une maîtrise d'ouvrage supra-communale
- la contractualisation des aides financières afin de garantir la mise en place de système de péréquation
- une confrontation des besoins et des ressources

dans une logique de solidarité entre les trois territoires du Pays Basque.

De manière plus spécifique, la Commission préconise comme objectif:

- un prix de l'eau unique sur l'ensemble du territoire pour chaque usager
- un coût unique de collecte et de traitement des déchets pour chaque usager.

En tenant compte de ces recommandations, les fiches-programmes détaillées ci-dessous sont validées par la commission.

2- OPERATIONS PAR PROGRAMME

• Programme 20 - Préserver la valeur patrimoniale du Pays Basque

Action 20.1: Établir la carte des espaces naturels basques remarquables

Objectifs :

- Informer et sensibiliser les décideurs à la mise en oeuvre de politiques de préservation, de gestion et de mise en valeur des espaces naturels du territoire.
- Étendre la classification de sites remarquables à l'ensemble des espaces naturels sensibles du Pays Basque.

Modalités d'application :

- Procéder à l'inventaire des espaces naturels basques à partir de l'enquête «sites remarquables», engagée par le Conseil Général
- Elaborer un document de référence pour toutes les collectivités.

Début de programmation : 1997

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : Conseil général

Partenaires : Etat (DIREN, DDAF), collectivités locales, Conservatoire de botanique national d'Aquitaine

Objectifs :

- Doter le Pays Basque d'un centre de ressources en matière d'environnement.
- Développer l'information et la sensibilisation de tous les publics à l'environnement

Modalités d'application :

- Créer une structure, destinée aux collectivités publiques, associations et professionnels,
- Missions:
 - centraliser l'information en matière d'environnement,
 - produire des tableaux de bords liés aux grands enjeux environnementaux (eau, air, déchets,...)
 - constituer le lieu de rencontre et d'échanges d'expériences entre les différents opérateurs.

Début de programmation : 1997

Maquette financière : 1,5 M.F en fct par an.

Pilote de la mesure : Conseil général

Partenaires: Agence de l'eau Adour-Garonne, CR, Collectivités locales, Etat, UPPA, Ass. de protection.

Action 20.2: Créer un observatoire de l'environnement

• Programme 21 - Gérer l'eau comme une ressource rare

Action 21.1: Réaliser un S.A.G.E. pour l'ensemble du Pays Basque, décliné par bassins hydrographiques (Nive/Nivelle/Bas Adour maritime/Saison/Bidouze et Bidassoa)

Objectifs :

- Disposer d'un document cadre de politique commune en matière de gestion et d'utilisation de l'eau en Pays Basque.
- Consolider les trois SAGE définis, en une seule et

même procédure pour le Pays Basque, afin de garantir:

- la sécurité, l'approvisionnement et l'amélioration de la qualité de l'eau potable
- la prévention et la protection contre les inondations
- la gestion et la péréquation de la ressource.

Modalités d'application :

- Créer une Commission Locale de l'Eau et délimiter le périmètre hydrographique d'intervention,
- Mettre en place une Communauté locale de l'Eau

pour mettre en oeuvre le S.A.G.E.

Début de programmation : 1998

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : Conseil général

Partenaires : Agence de l'eau Adour-Garonne, collectivités locales, Etat, Communauté Locale de l'Eau au cas où cette dernière serait créée.

Action 21.2: Mettre en place un programme territorial d'urgence axé sur le renforcement de la sécurité/approvisionnement en eau potable et l'amélioration de la qualité de l'eau

Objectifs :

- Privilégier les mesures d'harmonisation sur tout le territoire
- Prendre les mesures de prévention des risques considérés majeurs

Modalités d'application :

- En matière de sécurité et d'approvisionnement en eau potable :
 - intensifier la protection réglementaire des

captages (phase administrative et mise en conformité des périmètres),

- développer une plus grande interconnexion entre les réseaux d'approvisionnement,
- diversifier la ressource en eau.

- En matière de protection et d'amélioration de la qualité de l'eau :

- améliorer l'assainissement collectif par la réalisation de nouvelles stations d'épurations,
- développer le recours à l'assainissement autonome en l'accompagnant de la création d'un service public d'entretien des assainissements autonomes,
- assurer la protection de la qualité des eaux de baignade (traitement des eaux pluviales).

Début de programmation : 1997

Maquette financière : estimation : 200 MF

Pilote de la mesure : Conseil général

Partenaires : Agence de l'eau Adour-Garonne, Collectivités locales, Etat.

Programme 22 - Mettre en place le plan Déchets

Action 22.1: Mettre en place une maîtrise d'ouvrage pour la collecte des collectes, la réalisation de stations de transit et le traitement, adaptés à chaque famille de déchets

Objectifs :

- Favoriser l'émergence d'une maîtrise d'ouvrage d'échelle supra-communale allant au delà des groupements intercommunaux actuels de gestion des déchets.

Modalités d'application :

- Prendre en compte la collecte des déchets sélective par type, à partir des centres de transfert vers les unités de traitement.
- Inciter la création :
 - de nouveaux groupements intercommunaux recouvrant plusieurs zones de collecte autour d'une unité de traitement associant zones rurales et urbaines.
 - de structures regroupant les industriels pour assurer une gestion des déchets industriels banals (D.I.B.).

Début de programmation : 1997

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires :

- En ce qui concerne les ordures ménagères : Groupements de communes
- Pour ce qui est des D.I.B. : CCI, industriels

Action 22.2: Poursuivre la réalisation du schéma déchetteries

Objectifs :

- Doter le Pays Basque d'un niveau d'équipement adapté à ses besoins en terme de collecte et de traitement des déchets.
- Faciliter la mise en place de filières de valorisation.

Modalités d'applications :

- Equiper les cantons de déchetteries (8 à créer).
- Créer, en complément, des mini-déchetteries et des "coins propretés".

Début de programmation : 1997

Maquette financière : de 50 à 80 MF

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : Collectivités locales

Action 22.3: Mettre en place des collectes sélectives et des filières de valorisation

Objectifs :

- Organiser la chaîne de tri des déchets.
- Favoriser la valorisation du traitement des déchets en Pays basque.

Modalités d'application :

- Implantation des déchetteries
- Organisation de la collecte sélective
- Réaliser de grands centres de tri
- Mettre en place des filières complètes de valorisation spécifique à chaque type de déchets et en particulier au verre, aux déchets verts, aux plastiques, aux pneumatiques, aux papiers et aux piles.

Début de programmation : 1997

Maquette financière : estimée à 12,5 MF.
Pilote de la mesure : à définir
Partenaires : ADEME, Conseil Général, Collectivités locales

Action 22.4: Instaurer un fonds de solidarité-déchets lié à un maître d'ouvrage

Objectif : parvenir à garantir un coût unique de traitement des déchets sur l'ensemble du territoire.

Modalités d'applications :

- Créer une "caisse commune" favorisant une "solidarité de secteur" et associant zones rurales et urbaines, alimentée par une taxe.
- Identifier un maître d'ouvrage global qui aura la charge de la mise en place de la collecte des collectes, du traitement, du stockage des ultimes et de la maîtrise des filières de valorisation .

Début de programmation : 1997

Maquette financière : à définir

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : collectivités locales, Conseil général (création éventuelle d'un syndicat mixte), ADEME....

Action 22.5: Mettre en place un plan de résorption des décharges sauvages

Objectif: résorber toutes les décharges sauvages du Pays Basque.

Modalités d'application:

- Elaborer une programmation d'action en vue de parvenir à la fermeture de toutes les décharges sauvages
- Dégager des priorités pour les actions qui concernent des décharges situées en zone littorale ou en zones sensibles par rapport à l'eau, aux paysages et au milieu naturel.

Début de programmation : 1997

Maquette financière : estimée à 12 MF

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : ADEME, Conseil général , Collectivités locales

Action 22.6: Créer un ou des centres spécialisés dans le traitement des boues et les graisses des stations d'épuration

Objectifs :

- Mettre en oeuvre une organisation du traitement des boues et des graisses des stations d'épuration , adaptable à une évolution éventuelle des technologies et des organisations et prenant en compte les contraintes techniques, économiques et financières.

Modalités d'applications :

- Travailler en priorité sur :
 - l'organisation de la collecte
 - le traitement
 - le conditionnement
 - l'élimination et/ou la valorisation

Début de programmation: 1997

Maquette financière : estimée entre 70 et 100 MF

Pilote de la mesure : à définir

Partenaires : ADEME, Conseil général, Agence de l'eau Adour-Garonne, Collectivités locales